

Ruptures no.6

Printemps 06 | 4 \$

Revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC)

Le Réseau de solidarité des travailleuses et travailleurs

**Une entrevue avec des féministes
libertaires de Québec**

**Sur les traces de
l'anarchisme au Québec :
les années 1950**



Photo Émilie Baillargeon

**Mouvement communautaire et anarchiste :
une rencontre fructueuse ?**

Une ouverture

Nous vivons une époque formidable. Grâce à des projets d'avenir comme la prolongation de l'autoroute 25, les différents ports méthaniers ou la vente du Mont Orford, le développement durable reprend ses droits (!); les fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement sont mis-es au pas par des politicien-ne-s n'ayant pas froid aux yeux (!!); des hommes osent enfin se lever pour défendre leurs droits bafoués par la dictature féministe (!!!); une nouvelle génération prend les rennes des vieux partis (!!!!); etc. Bref, l'avenir semble bouché et les lendemains déchantent...

Notes sur la conjoncture

Depuis quelques années, nous avons pu observer une remontée des luttes, dont certaines furent couronnées de succès. Au même moment, une fracture s'est opérée dans le bloc dominant et la classe politique se retrouve fragilisée et sans assise populaire stable. Pour contrer cette faiblesse réelle, la droite travaille au corps une opinion publique extrêmement divisée. Une lutte intense divise la classe dominante de la province en trois blocs (social-libéral, néo-libéral et conservateur-populiste) dont aucun n'arrive à prendre le dessus. La situation sociopolitique est pleine de contradictions et les possibilités de ruptures, pour le meilleur et pour le pire, existent belles et bien.

Pourtant, malgré cette fragilité de la classe dominante, les mouvements sociaux se sont essouffés et éparpillés dans une myriade de luttes sectorielles. Les groupes traditionnels n'arrivent même plus à maintenir leurs positions et à « donner le change ». Sauf exception, les écologistes par exemple, tous les secteurs sont sur la défensive et aucun n'arrive à élargir ses appuis, ce qui se traduit par des défaites cuisantes. Tant les syndicats du secteur public que les groupes de lutte à la pauvreté se sont récemment fait écraser par les libéraux. Une mentalité d'assiégé-e afflige beaucoup de militant-e-s. Dans ce contexte, la sauvegarde de l'autonomie des mouvements sociaux est une bataille de tous les instants. La récupération politique n'est jamais bien loin.

Du côté de la gauche révolutionnaire, c'est la débandade. Aucun courant n'est capable d'avoir une quelconque influence sur les événements. Toutes les organisations en sont réduites au stade de groupuscules anonymes, la plupart sont mêmes incapables de marquer minimalement de leur présence l'espace social. L'émergence d'un courant réformiste médiatique, en l'occurrence Québec Solidaire, est en train d'achever la marginalisation de toute une tradition politique d'extrême gauche. Seuls les éternels maoïstes n'ont pas baissé pavillon devant la galère pilotée par Françoise David.

La gauche libertaire n'échappe malheureusement pas vraiment au sort du reste de la gauche révolutionnaire. Même si c'est un peu moins pire, il n'y a pas de quoi pavaner. Nos forces sont éparpillées et, en dehors d'un important travail individuel dans les mouvements sociaux, nous nous adressons surtout à un public de convaincu-e-s. Nous manquons souvent de souffle et de constance dans nos interventions. Sans compter le fait que notre champ d'intervention autonome se limite souvent aux centres-villes et aux institutions d'enseignement (cégeps et universités). Pour autant, il faut travailler à partir de nos quelques réalisations.

Au sommaire

Ruptures est partie prenante de cette gauche libertaire. Nous vous présentons dans ce sixième numéro une sorte d'état des lieux de nos implications sociales. Sans vouloir en faire un dossier (nous avons abandonné l'idée des dossiers thématiques), nous vous offrons quelques pistes de réflexion sur l'implication de libertaires dans le milieu communautaire. Un premier texte porte sur la rencontre entre l'anarchisme et le communautaire, un autre fait une présentation de l'éducation populaire autonome et un troisième aborde la question des revendications politiques du mouvement pour le droit au logement. Dans le même ordre d'idées mais sur d'autres fronts, deux textes analysent des expériences récentes : l'un jette un regard critique sur le Réseau de solidarité des travailleuses et des travailleurs, à Montréal, et l'autre sur le mouvement étudiant depuis la grève générale. La réflexion se poursuit avec une entrevue avec un syndicaliste de Québec sur les récentes négociations du secteur public et une autre avec des féministes libertaires qui lancent une émission de radio cet été. Finalement, un camarade de retour de voyage nous donne ses impressions sur la situation au Venezuela et nous poursuivons, évidemment, notre série sur l'histoire de l'anarchisme au Québec (série qui sera d'ailleurs publiée en recueil chez Lux incessamment). Des critiques de livres — c'est qu'il s'en publie de plus en plus au Québec — complètent le portrait.

Bonne lecture !

Le comité de rédaction (Québec)

Du courrier...

Au collectif,

Je suis récemment tombé, par hasard, sur l'article « L'épineuse question autochtone au Canada: un cheval de bataille pour la droite » rédigé par El Bolo et paru originalement dans le quatrième numéro de la publication *Ruptures*, éditée par votre collectif anarchiste [www.nefac.net/node/1424].

Étant moi-même préoccupé par la question du colonialisme en Amérique du Nord, c'est avec appétit que j'ai lu ce texte. Pour avoir résidé à Sagamè/Jonquière au plus fort de la crise raciste dirigée contre les Piékouagamé Ilnu dont vous faites brièvement mention dans cet article, je peux, sans craindre de me tromper, vous assurer que l'auteur n'exagère en rien les faits, voire les minimise. De façon générale, j'adhère tout à fait avec la thèse défendue dans ce texte, c'est-à-dire que les peuples autochtones d'Amérique du nord sont des groupes dépossédés, spoliés, culturellement déracinés, calomniés de façon éhontée par les médias de masse et, plus encore, les premières victimes de l'arrogance de l'État et de sa complaisance ignominieuse envers l'entreprise privée.

Cela étant dit, ce qui m'amène à répondre à ce texte est le peu de cas — sinon l'endossement tacite — que semble faire l'auteur de la politique canadienne d'asservissement des Autochtones par la négociation de traités dits « modernes » ou, plus hypocrite

Suite en page 4

Ruptures no. 6

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation: l'analyse et le débat stratégique. *Ruptures* est publiée quand c'est possible (idéalement, deux fois par année). Ce numéro a été réalisé à Québec.

Pour toute correspondance: Collectif anarchiste La Nuit, a/s E.H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Pour plus d'infos sur la NEFAC:
www.nefac.net

Union locale de la NEFAC (Montréal):
mtl@nefac.net

Collectif anarchiste La Nuit (Québec):
nefacquebec@yahoo.ca

Collectif anarchiste l'Accolade
(Sherbrooke): sherbrooke@nefac.net

Collectif anarchiste les Va-nu-pieds
(St-George): st-georges@nefac.net

Au sommaire

Mouvements communautaire et anarchiste : une rencontre fructueuse? p.5



L'éducation populaire autonome p.6

Action communautaire :
États d'âme d'un vétéran p.8

Quel rôle pour les libertaires
dans les luttes sociales? p.9

«Locataires en colère! Locataires
solidaires!» Au delà des slogans, quelles pistes pour le mouvement? p.11

La solidarité syndicale
Tout un combat! p.13

Entrevue: une défaite amère p.16

Position de la NEFAC sur le syndicalisme
et la lutte sur les lieux de travail p.17

Un an après la grève... État des lieux
dans le mouvement étudiant p.22

Entrevue: «Ainsi squattent-elles» p.24

Trois points de vue sur la révolution
bolivarienne p.25

Sur les traces de l'anarchisme au Québec
Sixième partie : les années '50 p.28

Critiques de livres p.31



Liste de diffusion

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre nouvelle liste de diffusion «info@nefac.net». Il s'agit d'une liste électronique relativement «légère» (pas plus de 8 courriels par semaine) sur laquelle nous diffusons communiqués, articles et annonces d'événements publics. C'est gratuit! Pour vous abonner, écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

Abonnement à Ruptures

Les abonnements aident à financer la revue. Pour en recevoir des copies supplémentaires (15\$ pour 4 numéros, 30\$ abonnement de soutien et international), faites un chèque à l'ordre de : «Groupe Émile-Henry». Postez le tout à NEFAC-Québec, a/s E.H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0 en mentionnant le nombre de copies désirées, l'adresse de retour ainsi que votre adresse internet.

Du courrier (suite)...

encore, « d'autonomie gouvernementale ». Cette politique pratiquée avec toujours plus d'hardiesse par l'État canadien est, à mon avis, la principale cible à laquelle devrait s'attaquer le militant anti-raciste soucieux de contribuer à l'affranchissement des peuples autochtones envahis par le Canada.

Dans son article, El Bolo mentionne quelques groupes racistes anti-indiens et précise : *Ces groupes font particulièrement les manchettes depuis l'annonce de l'entente entre de nombreuses communautés, principalement innues (Montagnaises) et le Gouvernement québécois : l'Approche commune. Un résumé des arguments racistes nous démontre que le véritable primitivisme relève du comportement d'ignorants et de personnes conditionnées par des stéréotypes et des clichés qui sont ancrés dans les représentations ethnocentristes de l'histoire.*

Cette analyse est certes juste, mais elle a le défaut de laisser croire au lecteur que l'Approche commune est un document positif pour les Innu : si les racistes sont contres, c'est forcément un bon projet du point de vue anti-raciste... Or l'Approche commune est l'exemple parfait des traités modernes que j'évoque plus haut. Il s'agit d'une entente – d'une ébauche d'entente en fait – qui vise à sceller, une bonne fois pour toute, la question des droits fonciers des Innu sur le Nitassinan, le territoire ancestral innu, et plus spécifiquement à s'assurer que ce territoire soit à jamais la propriété de l'État canadien. Comme tous les traités modernes conclus à ce jour « entre » conseils de bande et ministère des Affaires indiennes, l'Approche commune vise d'abord à départir les Autochtones de leurs droits ancestraux. L'article 3.3.4 est assez clair : *[À] compter de l'entrée en vigueur du Traité, les effets et les modalités d'exercice, autres que ceux prévus au Traité, des droits ancestraux de ces Premières Nations, quels qu'ils soient, sont suspendus.*

Comme aimait répéter la défunte fondatrice de la coalition Ukauimau aimu de Mashteuiatsh, Jeanne-Mance Charlish, l'Approche commune vise « à entériner la Proclamation royale », bref à assurer la préséance de Québec et Ottawa sur le territoire innu. C'est dans cette optique qu'en octobre 2002, la coalition Ukauimau aimu,

une organisation indépendante du Conseil de bande, a envoyé un rapport détaillé aux Nations Unies (1) dans lequel elle réclame que la communauté internationale intervienne pour empêcher que l'Approche commune soit signée et ainsi que les Innu conservent leurs droits ancestraux.

L'exemple de l'Approche commune n'est pas isolé. La volonté d'assujettir les Autochtones en négociant des traités avec eux est une constante de l'histoire récente du colonialisme canadien. C'est dans cet esprit qu'ont été conclues les ententes phares du droit autochtone canadien, par exemple, mais non exclusivement, la *Paix des braves*, l'*Accord sur les revendications territoriales du Nunavut*, l'*Entente finale sur les Inuvialuit* ou, plus récemment, l'*Accord Tlicho*. Comme l'a indiqué le rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits humains des peuples indigènes, Rodolfo Stavenhagen, lors d'une conférence sur la gestion canadienne des Indiens donnée à Genève, à l'occasion du dernier Forum international sur les droits humains, à l'automne 2005 : *Il s'agit de textes conçus pour mener à l'extinction ou à l'abandon des droits ancestraux des Autochtones.*

J'ose croire que vous vous demandez pourquoi, bougre, les Autochtones s'entêtent à signer ces traités qui les départissent de leurs droits. La réponse est complexe et mériterait bien plus que l'espace de cette modeste lettre pour y répondre. Je pourrais très bien extrapoler, ici, sur l'habitude développée après 400 ans de colonialisme d'accepter, résigné, ce qui est offert, ou encore développer un argumentaire oiseux sur la corruptibilité du pouvoir. Eh bien non, je vais plutôt présenter la position défendue par un nombre croissant d'activistes autochtones, comme Taiaiake Alfred de la nation Kanien'kehaka, qui veut que les communautés autochtones ne sont, finalement, pas du tout impliquées dans la signature de ces traités.

En créant les Conseils de bande et l'Assemblée des premières nations (APN), qui les représentent au niveau national, le gouvernement canadien a assis son autorité sur les peuples autochtones tout en créant l'illusion qu'il leur offrait un outil pour représenter leurs intérêts. Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'APN n'est, ni plus ni moins, qu'une agence du ministère des Affaires indiennes. Par extension, les chefs

qui siègent sur les Conseils de bande sont des fonctionnaires de ce même ministère. Quand le ministère négocie avec un Conseil de bande, il négocie avec lui-même. Qu'on aille s'étonner, dans ce cas, que les règlements se font toujours à la satisfaction de l'État!

À l'époque précolombienne, la plupart des peuples autochtones vivaient selon une structure sociale sans hiérarchie patentée. Les Conseils de bande et leur structure organisationnelle grandement héritée du parlementarisme britannique ont été imposés aux Autochtones pour mieux les déposer. Il fallait une structure légale étatique pour s'accaparer leurs richesses tout en les conformant aux règles liberticides du droit à l'européenne.

J'imagine que, en qualité d'anarchistes, cette perspective ne vous étonnera pas.

Kitce migwetsh,
Naqurmiq,
Mashi cho,

Batiste Foisy,
Somba'ke/Yellowknife, Denendeh,
5 mai 2006

(1) Le document peut être consulté en ligne : <http://www.destination.ca/~jobuc>

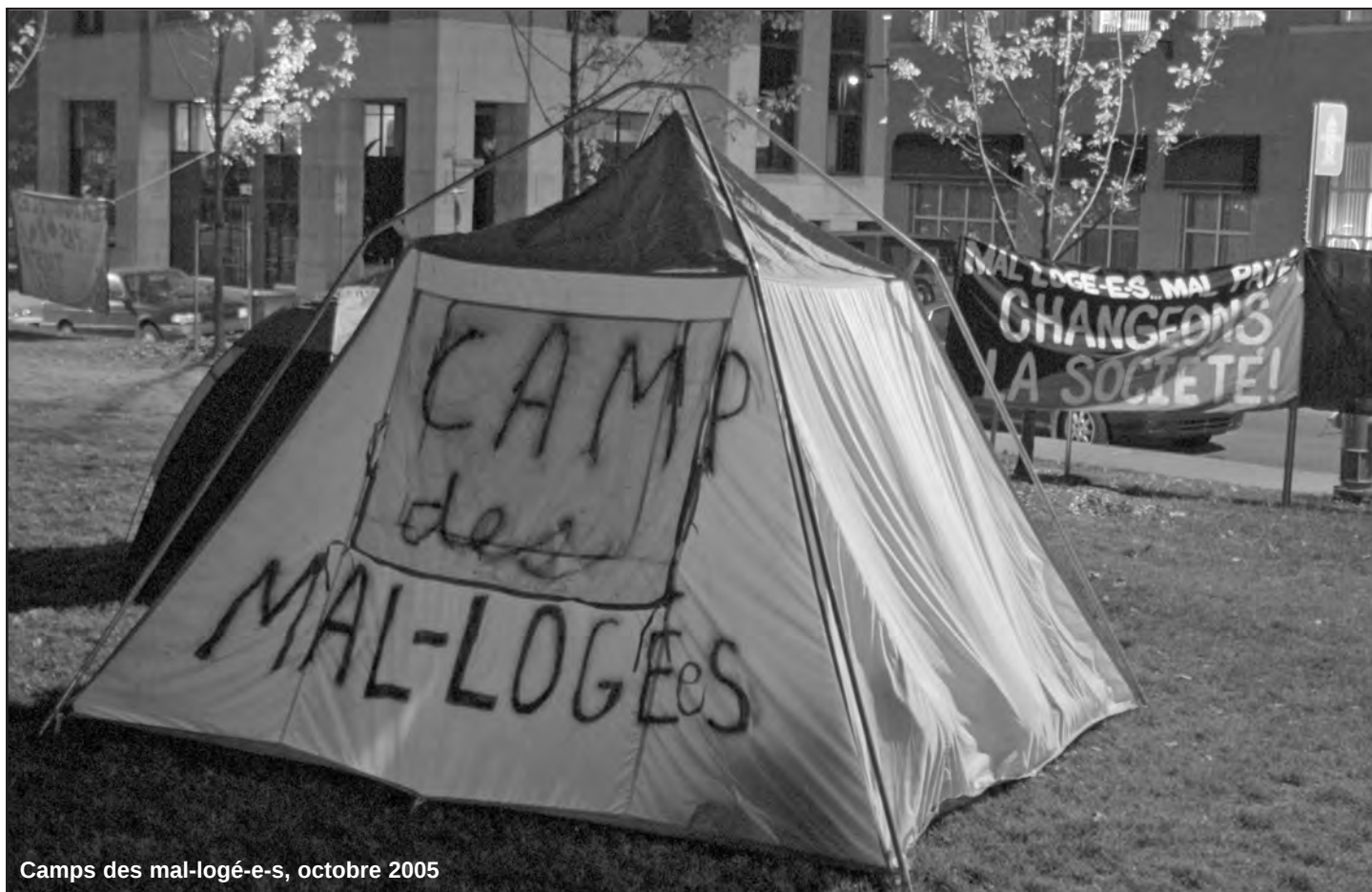


La Page noire est un centre de diffusion et d'information autogéré. Elle souhaite offrir de la littérature pour aider au développement d'alternatives face au capitalisme et au contrôle de l'État sur nos vies. Une large bibliothèque de près d'un millier d'ouvrages est ainsi mise gratuitement à votre disposition. Un service de librairie est assuré par la location et la vente de dizaines de livres, brochures, revues, disques, films et documentaires engagés.

Coordonnées

412, 3e Avenue
Québec (Québec) G1L 2W1
Tél. : 418.648.8043
Site web : lapagenoire.propagande.org

Ouvert tous les jours
de 12h à 17h



Camps des mal-logé-e-s, octobre 2005

Mouvements communautaire et anarchiste : une rencontre fructueuse?

À la demande de militant-e-s de longue date, issu-e-s de traditions marxiste ou chrétienne, le Centre justice et foi (CJF) organisait à Québec, le 30 mars dernier, une « Soirée Relations » sur le thème de la rencontre entre les mouvements communautaire et anarchiste. Concrètement, il semble que certain-e-s « vieux de la vieille » cherchent à comprendre le sens de l'implication des nombreux/nombreuses « jeunes » anars qui débarquent dans les groupes communautaires depuis quelques années. Pour lancer le débat, les organisateurs et organisatrices avaient réuni un panel composé de trois libertaires pour discuter du potentiel et des limites de leurs implications dans les groupes communautaires « mainstream ». Le texte qui suit résume ma contribution au débat, à titre de militant communiste libertaire et de salarié d'un groupe populaire.

De quoi parle-t-on?

Avant de parler de rencontre entre « mouvement communautaire » et « mouvement anarchiste », il faudrait réussir à s'entendre sur ce que recouvrent ces ter-

mes. Comme l'ont souligné plusieurs participantes au débat du CJF, dans les deux cas on peut difficilement parler de « mouvement » tant les réalités, les analyses et les pratiques diffèrent d'une organisation, voire d'une personne, à l'autre.

L'anarchisme

Dans le cas des anarchistes, l'appellation « mouvement » est encore plus inappropriée dans la mesure où il n'y a aucune espèce de réalité organisationnelle commune entre la plupart des libertaires. Pour qui a connu les courants communistes bien organisés des années 1970, les termes « mouvement anarchiste » peuvent porter à confusion. Contrairement aux marxistes-léninistes de jadis, il n'y a jamais eu de congrès où l'entrée en masse dans les groupes communautaires aurait été votée, pas plus qu'il n'y a d'instances pour élaborer de « ligne juste ». Si les libertaires sont souvent d'accord dans les groupes, ce n'est pas parce qu'il y a eu une réunion la veille pour décider de « la ligne » mais bien parce qu'ils et elles partagent un

ensemble de valeurs et de pratiques propres à leur courant politique.

L'anarchisme est pour moi une façon d'appréhender le monde, une façon de « lire » la société. Même s'il y a des similitudes, il s'agit d'une « grille d'analyse » différente du marxisme. S'il y a un accent mis sur le matérialisme, l'exploitation et les classes sociales, ce qui différencie l'anarchisme du marxisme, c'est l'attention égale portée aux rapports de domination, la sensibilité anti-autoritaire et le respect de l'individu et de son autonomie. Tous ces aspects se trouvent au cœur du projet libertaire. Cette « grille d'analyse », qui est essentiellement une critique de la société en regard des rapports d'exploitation et de domination, se traduit en un programme. Réduit à sa plus simple expression, le programme libertaire veut l'abolition du capitalisme, de l'État, du patriarcat et de tous les autres rapports de domination afin de construire une société égalitaire, libertaire et fédéraliste. Notre organisation va un peu plus loin en se positionnant clairement en faveur d'un communisme anti-étatique, mais c'est loin d'être le cas de tous/toutes les anarchistes.

Les valeurs principales des libertaires sont l'égalité, la liberté et la solidarité. Le respect de la personne amène une actualisation un peu particulière de ces valeurs. Les libertaires, par exemple, croient fondamentalement que non seulement tout le monde est égal mais aussi que chaque individu a un très grand potentiel d'autonomie et peut ultimement le réaliser (la même chose valant pour les groupes et les communautés). Tout cela se traduit par un attachement parfois maladif au processus qui est souvent vu comme aussi important que le résultat. Afin de laisser toute la place possi-

ble aux individus et à leur autonomie, les libertaires prônent une organisation horizontale basée sur l'autogestion, la prise de décision en assemblée où tous et toutes sont appelé-e-s à s'exprimer. Ajoutons à cela le refus d'élire des représentant-e-s et des dirigeant-e-s (qui sont tant bien que mal remplacé-e-s par des délégué-e-s révocables, chargé-e-s de relayer les décisions des assemblées ou d'en exécuter les mandats). Quand vient le temps d'agir, les mêmes valeurs poussent les libertaires à favoriser les rapports de force et l'action directe sur les causes des problèmes plutôt que de s'en remettre à des politicien-ne-s ou aux « autorités compétentes ».

Le communautaire

Le terme « communautaire » recouvre tout et n'importe quoi en Amérique du nord, jusqu'à la police qui se dit parfois « communautaire » ! À priori, ce qui nous intéresse ici est assimilable à un mouvement social. Ce sont des groupes autonomes qui émergent depuis les années 1960 dans les quartiers ouvriers des villes pour s'occuper des questions liées aux conditions de vie des pauvres. Théoriquement, ces groupes sont fondés et animés par les gens directement concernés, plus souvent par des « alliés » (militant-es politiques ou organisateurs communautaires de CLSC). Si à l'origine on parlait de « mouvement populaire » et de « deuxième front » (le premier étant le mouvement ouvrier), aujourd'hui on parle plus souvent « d'action communautaire autonome » pour marquer la différence avec les patentes étatiques, caritatives ou religieuses. Dès l'origine, le mouvement s'est scindé en deux : d'un côté, les groupes dit « de service » (qui offrent des alternatives plus ou moins

autogérées au secteur public), de l'autre les groupes dit « de défense de droits » (qui organisent des luttes sociales, en général sur une question en particulier).

Des rencontres

Il y a une convergence qui me semble évidente au niveau des valeurs et des pratiques entre les libertaires et une partie du communautaire (voir le texte sur l'éducation populaire autonome). Bien sûr, il arrive qu'on ne nomme pas les concepts de la même façon de part et d'autre, mais au-delà des mots, on parle souvent de la même chose. Là où il y a divergence, c'est sur la finalité : il y a un malentendu sur la portée de la transformation sociale recherchée. Plusieurs libertaires ont l'impression que l'action communautaire ne réussit qu'à rendre le monde plus tolérable, qu'elle accouche d'une souris. C'est indéniable, le communautaire porte des valeurs et emploie des moyens proches de ceux des libertaires mais avec un résultat essentiellement réformiste.

Qu'est-ce que les anarchistes présentent dans le communautaire viennent changer à ce mouvement? Pas grand chose en fait : les libertaires viennent renforcer une tendance traditionaliste et « puriste » de l'action communautaire. Pour la « ligue du vieux poêle » du communautaire, l'arrivée de libertaires ressemble à un « retour aux sources » (ou au retour de « vieux démons » selon le point de vue). Simple constat générationnel, l'arrivée de libertaires à tendance à rajeunir et redynamiser un mouvement qui, disons le, à tendance à se faire vieux.

L'éducation populaire autonome

travail, et qui visent, à court terme ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. »

(M-A) Les groupes communautaires les plus intéressants, à mon avis, se retrouvent en général dans une pratique qu'on appelle l'éducation populaire autonome. De cossé?

Il y a de cela fort, fort longtemps (en 1978, pour être plus précis), le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) s'est donné une définition formelle de l'Éducation populaire autonome (ÉPA). Ça va comme suit :

« L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et des citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de

Plus prosaïquement, et plus récemment, le RÉPAC (un regroupement de la région de Québec) a défini l'ÉPA comme étant « des moyens qu'on choisit ensemble pour se rendre plus fort pis changer le monde ». Tant qu'à « redéfinir » l'ÉPA, le RÉPAC s'est penché plus précisément sur le processus afin d'essayer de comprendre ce qui se passe dans les groupes communautaires « quand ça va bien ». Ça faisait des années que des militant-e-s et des permanent-e-s de groupes communautaires (bref des « praticien-ne-s ») ne s'étaient pas assis pour réfléchir collectivement à leurs pratiques (historiquement, ce sont plutôt des chercheurs universitaires qui définissent les pratiques des groupes à leur place). Tellement longtemps, en fait, que les outils développés depuis par le RÉPAC sont presque les seuls au Québec sur le sujet. À la lecture de quelques

Après avoir milité et travaillé des deux côtés de la barrière pendant plusieurs années, des limites évidentes m'apparaissent d'un bord comme de l'autre.

Des limites de l'anarchisme

D'après mon expérience des militant-e-s et des groupes anarchistes, j'estime que le milieu manque souvent de maturité politique. Encore aujourd'hui, nous en sommes encore à l'étape du « tout ou rien » et nous sommes souvent incapables de mesurer les gains et de capitaliser sur les victoires partielles. Nous manquons cruellement de pragmatisme. Résultat, nous sommes rapidement déçu-e-s et, malheureusement, peu de libertaires s'engagent dans les luttes sur le long terme (ce qui fait qu'on est vu-e, comme les autres militant-e-s politiques, comme étant « pas fiables »). Dans le même ordre d'idée, trop de libertaires sont imprégné-e-s d'un indémodable idéalisme à la limite de l'élitisme et du mépris (« nous, nous avons compris, les autres sont aliéné-e-s »). Pour une critique plus en profondeur du milieu libertaire, voir le texte sur les cinq ans de la NEFAC dans le dernier numéro de *Ruptures* (disponible sur <http://nefac.net/node/1830>).

Des limites du communautaire

Avec les années, le communautaire s'est institutionnalisé et professionnalisé. À bien des égards, il s'agit d'un mouvement social sclérosé, voire d'une coquille vide dans certains cas. Il y a une distance et une tension relativement grande entre le discours (voir l'autre texte sur l'Éducation populaire autonome) et les pratiques. Une bonne partie de cette distance vient du point aveugle

du communautaire : les permanent-e-s salarié-e-s. Ceux-ci et celles-ci sont globalement absent-e-s du discours du communautaire sur lui-même. À la limite, ils et elles ne sont vu-e-s que comme des outils plus ou moins neutres et ne sont pas vraiment intégré-e-s comme partie prenante des processus, comme des militant-e-s au même titre que les autres (bonjour l'aliénation!). Dans les faits, les permanent-e-s ont un pouvoir énorme dans les groupes et ce pouvoir est rarement reconnu. C'est ce qui explique en partie pourquoi il est parfois si difficile d'être un-e militant-e politique dans un groupe communautaire. Plusieurs permanent-e-s ont été traumatisé-e-s par l'expérience des « marxistes-léninistes » des années 1970 qui ont tenté d'instrumentaliser les groupes communautaires. Souvent, même si ce n'est jamais dit comme cela, les permanent-e-s ont une image du « vrai monde » comme étant plus ou moins « vierge politiquement », des « cruches vides » qu'il faudrait remplir (ou conscientiser et politiser). À ce titre, les militant-e-s politiques ne sont pas vu-e-s comme du « vrai monde » et on les soupçonne souvent d'avoir des arrières pensées, d'être là uniquement pour « faire de la propagande », bref de ne pas être sincères dans leur démarche. Les militant-e-s politiques sont souvent des empêcheurs/empêcheuses de tourner en rond, entre autre parce qu'ils et elles sont en mesure de remettre en cause la parole et les analyses des permanent-e-s. Il faut dire que permanent-e-s et militant-e-s politiques sont souvent sorti-e-s du même moule (l'université) et qu'ils et elles ont souvent plus en commun les un-e-s avec les autres qu'avec les membres de la base de la majorité des groupes communautaires (d'ailleurs, ce que je viens de dire des permanent-e-s en général s'applique aussi à bon nombre de militant-e-s politi-

ques). Le communautaire a des limites qui lui sont propres, mais tout n'est pas non plus la faute des méchant-e-s permanent-e-s. Souvent, à entendre certain-e-s libertaires, on croirait presque que c'est la faute aux permanent-e-s si les groupes ne sont pas plus radicaux. Il faut reconnaître que si c'est souvent le cas, il arrive aussi que les groupes ne sont pas plus radicaux tout simplement parce que ce n'est pas là que les membres sont rendu-e-s...

On a tout à gagner à se mêler...

À force de se frotter à l'action sociale « réelle », les anarchistes ont beaucoup à apprendre. Entre autre, apprendre à « partir des préoccupations des gens » et non pas décider ce que le peuple devrait vouloir (et se surprendre ensuite que notre « comité de quartier » ou notre « centre communautaire » ne soit peuplé que de libertaires). Dans le même ordre d'idées, les libertaires auraient tout intérêt à cesser de mépriser les gains qui se font. Il faudra bien un jour re-développer une perspective politique qui fasse le lien entre le besoin de réformes ici et maintenant et le désir de révolution (ce que l'on nomme dans le jargon communautaire « la poussée du besoin et la tirée de l'espoir »). Le communautaire, quant à lui, peut renouveler ses pratiques et prendre un bain de jeunesse avec l'arrivée de libertaires. Qui sait, peut-être qu'ensemble libertaires et communautaires trouveront une voie pour sortir de la lutte sociale « symbolique »?

Marc-Aurel
(Québec)

extraits de leurs documents, on comprendra aisément pourquoi des libertaires peuvent se sentir interpellé-e-s par des groupes sociaux prônant une telle façon de faire.

Les valeurs de l'ÉPA

« **La solidarité.** Il faut reconnaître l'exclusion, l'exploitation, les souffrances, mais surtout les efforts et les luttes des autres pour s'en sortir. Il faut s'appuyer entre nous.

L'égalité. C'est accepter les autres comme des personnes capables de réfléchir et d'agir sur leur vie, comme des personnes qui ont les mêmes droits que nous-mêmes. Cette égalité doit être authentique et ne peut pas rester une égalité sur papier. Elle doit se vivre tous les jours. Par contre, il faut faire attention et ne pas imaginer que tout le monde est capable de tout faire également. Il faut travailler à l'accomplissement de

l'égalité parce que nous croyons que tout le monde est capable d'apprendre, de se réaliser.

La responsabilité. Nous sommes responsables de nos engagements, de notre implication dans notre groupe; non pas responsables, comme on veut nous le faire croire, de tous les maux qui nous tombent dessus. En fait, nous sommes, en tant que membres, permanentEs ou personnes qui administrent un groupe, responsables ensemble de l'organisation de nos apprentissages et de nos luttes. Nous devons faire chacunE notre part.

La liberté. Plus les gens autour de moi sont libres, épanouis, heureux, capables, plus moi aussi je serai libre. Leur liberté renforce la mienne. Plus notre liberté collective est grande, plus nous avons la possibilité d'être ce que nous voulons être dans la société. Et nous sommes alors plus libres individuellement! »

Action communautaire : États d'âme d'un vétéran

Il se publie de moins en moins d'ouvrages en français traitant d'organisation communautaire. Il faut croire que c'est moins populaire qu'avant auprès des intellectuel·les. Raison de plus pour souligner les parutions locales et critiques sur le sujet.

Éric Shragge, l'auteur de « Action communautaire : dérives et possibles » paru chez Écosociété en février dernier, est très critique de la direction qu'a prise l'action communautaire depuis 30 ans. J'ai été agréablement surpris de la perspective de ce prof d'université spécialisé en « développement économique communautaire ». Le courant dominant du milieu communautaire, fait de partenariat et d'intégration sociale, le laisse plutôt froid. C'est que le bonhomme est issu de la Nouvelle gauche (il se définit même comme un radical et un libertaire) et a commencé à faire de l'action communautaire dans une perspective de changement social global. Pour lui, la mobilisation des gens ordinaires pour revendiquer leurs droits et contester le pouvoir est toujours d'actualité et c'est cette perspective qu'il recherche désespérément dans le mouvement contemporain.

Son bouquin s'attarde aux différents modèles et théories de l'action communautaire

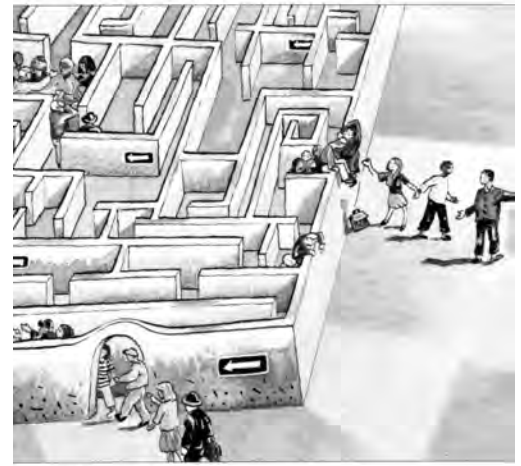
dans une perspective historique, pose la question du lien entre l'action et le changement social et fait une critique radicale de la perspective du développement économique communautaire. Débutant sur un ton très pessimiste quant à l'avenir de l'action communautaire, le livre se termine sur une note d'espoir et une série d'entrevues avec de jeunes organisateurs radicaux de Montréal (l'avenir du mouvement?).

Le caractère subjectif du traitement est ce qui fait la force et la faiblesse de « Action communautaire : dérives et possibles ». Éric Shragge parle beaucoup de lui (et de ses expériences)... C'est intéressant – surtout pour un autre radical – mais à la longue un peu lassant. Dans le même ordre d'idée, en refusant de faire un « livre d'universitaire », l'auteur finit par adopter un style très verbeux qui, parfois, parle un peu pour rien dire (je suis sûr qu'on aurait pu retirer 50 pages au livre sans couper dans la substantifique moelle). Par contre, le même caractère subjectif permet d'aborder certaines pratiques – la défense de droits, l'éducation populaire –

ERIC SHRAGGE

PRÉFACE DE LORRAINE GUAY

Action communautaire : dérives et possibles



écosociété

sous un angle inédit, très loin de la langue de bois du mouvement communautaire officiel.

Une lecture qui profitera surtout à ceux et celles qui ont « les deux pieds dedans » mais qui intéressera aussi sûrement les militant·e·s d'autres secteurs simplement curieux/curieuses.

Camille (Québec)

Les pratiques de l'ÉPA

Ensuite viennent les pratiques, il s'agit de groupes démocratiques et pris en charge par les gens directement concernés, menant une action qui part des préoccupations des gens, qui essaient de passer de l'individuel au collectif et qui visent la transformation sociale.

La démocratie

Le RÉPAC identifie la démocratie et la prise en charge comme étant essentielles à l'ÉPA tout simplement parce que « les principales forces des groupes sont la solidarité et la cohésion » et que la meilleure façon d'obtenir cela, c'est de fonctionner de manière démocratique et égalitaire.

« Il faut détruire l'idée que les « spécialistes » sont meilleurs que nous-mêmes pour prendre en charge notre vie et nos collectivités. La démocratie, ça rend accessible à touTEs le pouvoir sur le groupe – et sur leur vie. C'est la liberté de décider de nos vies, de se réaliser individuellement, d'avoir du temps pour apprendre, se comprendre et agir ensemble.

Nous devons partager et exercer ensemble le POUVOIR. La meilleure façon de le faire, c'est de s'assurer que nos instances (assemblées, conseil d'administration, comités, etc.) soient les plus démocratiques possible. Qu'il y ait un partage d'informations, de tâches et de responsabilités. Ainsi, on s'assure que notre groupe ne soit pas dans les mains de quelques personnes et qu'une véritable prise en charge existe. Lorsque ces préoccupations sont remplies, on peut se concentrer sur notre démarche collective d'ÉPA. »

Partir des préoccupations des gens

« Une démarche d'ÉPA, ça commence véritablement en tenant compte de ce que nous sommes et de nos différences, mais surtout, en tenant compte de ce qui nous préoccupe, de ce qui nous touche, de ce qui nous dérange dans notre quotidien. Ça paraît loin des grands principes, mais c'est la meilleure façon de s'assurer de notre engagement. Si ça nous touche directement, c'est sûr qu'on est davantage porté·e·s à nous impliquer et à lutter parce que c'est dans notre intérêt. Et c'est légitime de défendre

Quel rôle pour les libertaires dans les luttes sociales?

Voici des extraits d'un texte écrit par un militant de l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL, l'ancêtre d'Alternative libertaire). Publié en 1984, cette position a été présentée postface à la réédition du Manifeste du communisme libertaire. Les réflexions développées ici sur le rôle des libertaires dans les mouvements sociaux sont toujours d'actualité pour ceux et celles qui militent aujourd'hui, notamment dans le milieu communautaire.

La question de l'avant-garde est, parmi les tabous que triment les anarchistes, un des plus absolus. Et pour cause. Peut-on à la fois refuser toutes les chefs, toutes les directions, toutes les hiérarchies, et accréditer le fait que des libertaires puissent être des leaders ou même simplement animer des luttes ? La contradiction paraît insupportable à certains esprits. On constate pourtant que des libertaires ont souvent joué un rôle important dans l'histoire du mouvement ouvrier. Les militantEs libertaires ouvrierEs y composent une galerie impressionnante et haute en couleur de leaders et de porte-paroles des revendications et des aspirations des oppriméEs. Mais les anarchistes orthodoxes ne veulent pas reconnaître une évidence aussi contradictoire. Il s'ensuit un comportement politique chaotique de ceux et celles qui tout en récusant toutes les avant-gardes —et partant les responsabilités spécifiques des militantEs— se valorisent pourtant eux et elles-mêmes face à une masse jugée plus ou moins «abêtie» et glorifient les «grandEs anarchistes».

Il est vrai que l'avant-gardisme qui est le fondement du léninisme ne contribue pas

à clarifier les choses. La question est comme faussée, coincée entre le spontanéisme anarchiste et l'autoritarisme léniniste. Pour les unEs le refus, légitime, de s'imposer aux masses et de devenir une nouvelle bureaucratie inspire hélas la démission, la désorganisation, le repli dans de petits cercles, l'inefficacité. Pour les autres, la priorité au parti conduit au mépris de la créativité et de l'initiative des travailleurs et des travailleuses, des jeunes, et finalement effectivement à la mise en place de régimes bureaucratiques.

(...)

Il faudrait aller plus loin, dépasser les termes d'un vieux débat, et trouver une définition antiautoritaire du rôle des animateurs des luttes et des organisations de masse. La lutte des libertaires devient **naturellement** contradiction dès qu'ils et elles s'inscrivent dans la réalité. On est à la fois pour l'auto-organisation, et organisateurs et organisatrices ; à la fois pour la spontanéité et source de propositions ; à la fois pour la démocratie directe et l'autogestion, et médiateurs actifs et médiatrices

actives entre les gens, voir médiateurs et médiatrices entre la collectivité des gens et les autorités qu'on affronte. Loin de repousser l'idée avec horreur, il faut saisir tout le contenu vivant d'une telle dialectique. Car ce sont des données sociales, culturelles, psychologiques, pour certaines multi-séculaires, qui font que les travailleurs et les travailleuses ne s'engagent pas dans l'action toutes au même rythme, de la même manière, avec le même niveau de conscience et de compréhension immédiate. De plus toute lutte d'ampleur —et le capitalisme appelle contre lui des luttes y compris internationales — nécessite l'intervention de coordinateurs et coordinatrices responsables. La question **réelle** ne se traite donc pas dans l'absolu : «avant-garde ou pas ?» «leader ou pas ?». Puisque de toute façon le rapport militantE-masse existe, il s'agit surtout de mener une forme spécifique de pratique militante, où on est «à l'avant-garde» mais en privilégiant une dynamique de démocratie et d'auto-organisation des gens eux et elles-mêmes susceptible de permettre la remise en cause future de ce rôle d'avant-garde.

(...)

L'histoire n'a pas un sens prédéterminé. Il n'y a pas une succession logique et prévisible, un enchaînement implacable, et nécessairement «progressiste», qui a

dre nos droits lorsqu'on est oppriméEs.

Dans l'ÉPA, l'apprentissage débute à partir de nos expériences de vie et de nos connaissances. L'objectif n'est pas de mettre à l'avant-scène les savoirs, les sentiments et les préoccupations de l'animateur, des permanentEs ou d'unE invitéE expertE, mais ceux de toutes les participantEs. Nous devons les partager collectivement, nous rendre compte que plusieurs personnes vivent les mêmes situations d'oppression. Il y a mille et une façons de le faire : en atelier, par des images, par des discussions, des activités, etc. »

Passer de l'individuel au collectif

« Passer de l'individuel au collectif, c'est comprendre que mon problème n'est pas seulement mon problème : c'est aussi le problème des autres, car de nombreuses personnes le vivent. Également, c'est comprendre que le problème des autres, c'est aussi mon problème!

Pour nous, la volonté de passer de l'individuel au collectif repose sur certaines convictions qu'on ne peut laisser de côté. Ces convictions, nous les avons acquises en mettant nos expé-

riences en commun en partant de nos préoccupations :

Nos problèmes ont souvent une cause social

Nous croyons que la plupart des problèmes que nous vivons sont des problèmes sociaux ou des conséquences de ces problèmes. (...)

Il est possible de changer le monde

Aussi, nous pensons que ces problèmes ne sont pas une fatalité; ils existent parce que nous vivons dans une société qui tolère les inégalités et l'injustice. Et s'ils sont causés par l'organisation injuste de la société, ça veut aussi dire qu'on peut les éliminer en changeant le monde, en s'organisant autrement ensemble.

Changer le monde, ça se fait collectivement

Finalement, nous sommes certainEs qu'on ne peut pas régler tous les problèmes individuellement, malgré tout ce que les gouvernements ou les bailleurs de fonds nous rabâchent ou préféreraient nous voir accomplir. Quand une maison brûle, il faut sortir les résidentEs, mais aussi éteindre le feu pour éviter que l'incendie se propage. (...)

conduit de la féodalité au capitalisme et qui prépare la victoire inexorable du socialisme. De même une rupture avec le capitalisme ne donnerait pas automatiquement un type donné de socialisme seul possible. L'émancipation des travailleurs et des travailleuses dans une société nouvelle ne sera pas le produit automatique du développement des forces productives. Une rupture interviendra ou n'interviendra pas, en fonction de la volonté, de la conscience, des projets, des réalisations des classes dominées. Et la société nouvelle pourra prendre les formes les plus diverses, parce que l'histoire ne dépend pas seulement de facteurs «objectifs», ou qu'elle dépend d'abord des plus objectifs de ces facteurs : la créativité des hommes et des femmes, leur capacité à transformer leur environnement naturel et social.

En se situant dans une conception de l'histoire ni déterministe ni volontariste, mais qui affirme la capacité créatrice des masses dans le cadre déterminé de chaque moment de l'histoire, on se doit de rejeter au loin les mécanismes d'un marxisme fossilisé. Les tentatives de

recupérer le mouvement du prolétariat sous l'aile de telle ou telle théorie —fût-elle libertaire— «scientifiquement légitimée» tient de la supercherie. (...)

Considérons le mouvement ouvrier tel qu'il est : un lieu de conflit permanent entre tendances et pratiques différentes. Les travailleurs et les travailleuses n'ont pas une conscience unifiée, des aspirations unifiées ; ils ne composent pas une armée disciplinée et uniforme en quête de généraux. Chaque courant s'inscrit dans cet ensemble de contradictions.

Si les communistes libertaires n'ont pas à se prétendre le reflet légitime mais hélas incompris de «la conscience vraie de larges masses», si nous n'avons pas la faiblesse de penser notre projet de société comme une prédiction inspirée, **nous sommes une part constitutive du mouvement ouvrier**, nous avons des propositions à faire, et notre intervention peut infléchir et transformer les cours des choses. **On peut tourner le dos aux prétentions dirigistes illustrées notamment par le stalinisme tout en s'organisation et en défendant avec force ses propres propositions.** Ce sera à la collectivité des travailleurs et des

travailleuses —à laquelle nous appartenons— non pas de «faire le choix» entre mauvaises et bonne doctrines, mauvaises et bonnes directions, mais d'élaborer sa propre ligne de conduite en s'inspirant du débat d'idées et donc aussi de nos propositions. Le projet des communistes libertaires ne peut donc pas prétendre être celui que les travailleurs et les travailleuses reprendront «clef en main» dans l'avenir. La spécificité de notre projet est justement que les travailleurs et les travailleuses se donnent peu à peu le leur. Mais dans l'élaboration collective d'objectifs limités aujourd'hui, et, demain, nous le souhaitons, plus ambitieux, nous ne serons pas absentes.

C'est dire pour nous toute l'importance de s'ORGANISER et de s'armer d'un programme évolutif, pour être efficaces dans la guerre des idées et dans les luttes concrètes. (...)

Par S. Patrice, de l'UTCL
Novembre 1984

Le texte intégral est disponible sur notre site à nefac.net/node/2023#8

Viser la transformation sociale

« La transformation sociale peut se réaliser dans nos groupes de deux façons :

Par des projets qui nous permettent de vivre dans le quotidien et dans l'immédiat le monde nouveau qu'on désire. Ces projets se veulent des alternatives, des laboratoires, des expériences pour développer des relations nouvelles entre nous. Souvent, ils nous permettent de répondre à nos besoins de façon autonome. Ces projets rayonnent par-delà les groupes qui les initient, attirent du monde et inspirent les personnes qui veulent construire un monde meilleur. (...)

Par des actions collectives qui s'adressent au pouvoir public (l'État et le gouvernement) ou privé (les entreprises, les propriétaires, etc.) pour revendiquer qu'ils agissent pour respecter nos droits. Ces actions nécessitent de l'information et de la mobilisation pour faire connaître nos revendications et demander (plus ou moins poliment) qu'elles soient satisfaites.

En tout temps, ces deux façons de faire touchent à l'un ou l'autre — ou aux deux - aspects de transformation sociale : changer les personnes et changer les mécanismes qui créent l'oppression et la misère. »

Qui peut faire de l'ÉPA?

Selon le RÉPAC, à peu près tout le monde peut faire de l'ÉPA même si presque personne ne vit d'oppression, d'exclusion ou



Photo André Desagnés

d'exploitation dans toutes les sphères de sa vie. On peut même faire de l'ÉPA en dehors d'une structure établie (lire un groupe communautaire). Par contre, contrairement à certains courants « citoyennistes », le RÉPAC reconnaît que l'ÉPA ne s'adresse pas à deux groupes bien définis de personnes : les oppresseurs et les purs. Les oppresseurs ça se comprend bien, mais les purs? C'est que pour faire de l'ÉPA, il faut être ouvert-e et prêt-e à changer. L'ÉPA n'est pas faite pour un-e idéologue qui pense détenir la vérité ou un-e militant-e politique qui entre dans un groupe pour « faire de la propagande ».

Source : « Faire le choix de l'Éducation populaire autonome », disponible dans la « boîte à outils » de la section « Éducation populaire autonome » du site www.repac.org

« Locataires en colère! Locataires solidaires! »

Au delà des slogans, quelles pistes pour le mouvement?

Depuis quelques années, le mouvement pour le droit au logement a connu une forte progression au plan de la visibilité. Avec une crise du logement qui n'en finit plus de finir, les groupes membres du FRAPRU (1) et du RCLALQ (2) ont multiplié les interventions publiques et les actions en tous genres. Les médias sont au rendez-vous, mais peut-on en dire autant des locataires? De l'avis de chacun/chacune, la mobilisation reste difficile. Si les moyens d'actions prennent parfois une tournure un peu plus offensive, les revendications mises de l'avant, elles, ne parviennent pas à sortir des sentiers battus et restent souvent platement réformistes. Coincé entre l'arbre et l'écorce, le mouvement pour le droit au logement piétine... Peut-on sortir de cette position ambiguë sans adopter pour autant une position complètement « déconnectée » du contexte social actuel?

La publication récente du livre de François Saillant sur les 25 ans de la Régie du logement nous donne l'occasion de réfléchir sur ces questions. La thèse présentée par le coordonnateur du FRAPRU pourrait se résumer ainsi : la Régie du logement, loin d'être un « chien de garde » efficace du

droit au logement, n'a pas le mordant nécessaire pour remplir de façon adéquate le rôle et les responsabilités que l'État lui a confié. Il y a une trentaine d'années, l'État québécois a reconnu sa responsabilité en matière de logement. François Saillant cite des extraits du *Livre blanc sur les relations entre locataires et locataires* publié en 1977 par le gouvernement du Parti Québécois, document qui servira à orienter le travail de la Régie du logement : « *Quelles que soient les conditions de vie des groupes ou des individus, le logement représente pour tous un bien essentiel au maintien de la vie* ». Le livre blanc allait beaucoup plus loin encore, en reconnaissant que « *l'État a un rôle important à jouer pour assurer que chaque citoyen puisse se loger convenablement* ». Il ajoutait qu'une partie de ce rôle consiste à garantir « *des relations harmonieuses mais également équitables pour tous, lorsque l'occupant d'un logement est locataire* ». Faisant allusion aux milliers d'évictions pour non-paiement de loyer, Saillant souligne à juste titre que la Régie du logement est devenue au fil des ans une vulgaire « agence de recouvrement » au service des propriétaires. L'auteur résume bien les principales critiques adressées par les locataires face au travail de la Régie : la portée limitée de

son champ d'action; la disparité entre les recours des propriétaires et ceux des locataires; la longueur des démarches; la complexité de se défendre seul; la prépondérance du droit de propriété sur le droit d'être logé. Loin de se résorber, une

« iniquité » s'est creusée entre les propriétaires et les locataires. Il faudrait revoir le fonctionnement de la Régie pour lui donner les moyens d'atteindre les objectifs définis dans le *Livre blanc*. Vraiment ?

Ne pas confondre la notion d'équité avec celle d'égalité

Lorsque l'État québécois donne le mandat à la Régie du logement de garantir des relations « équitables » entre locataires et locataires, il ne sous-entend pas de mettre sur un pied d'égalité les deux parties. En fait, l'État prend acte de leur « puissance inégale ». Les propriétaires ne renonceraient jamais à leur droit de propriété, et ce n'est pas la Régie du logement qui va changer quoi que se soit à la situation. Néanmoins, puisque le logement est un besoin essentiel, il est souhaitable de définir un compromis « acceptable » entre les deux parties de manière à préserver un semblant « d'harmonie » sociale. L'équité vise à établir un équilibre entre les intérêts de chacun (pour le propriétaire, être payé, pour le locataire, avoir un logement convenable) en tentant de prévenir « de manière impartiale » les « abus de droit » et la « mauvaise foi » qui pourrait favoriser indûment l'une des deux parties dans le processus de location

Pour l'État, parler d'équité plutôt que d'égalité n'est pas un choix banal. Ce concept restreint considérablement le champ des possibles. Sans qu'il s'agisse d'un choix « conscient » (du moins je l'espère!), le mouvement se retrouve piégé par cet horizon limité. En nous inscrivant de facto dans cette logique, nous sommes poussé vers un discours qui dénonce les « abus » des propriétaires sans jamais remettre en cause la légitimité du mode d'exploitation capitaliste. Ainsi, on parlera de mettre un terme aux « hausses abusives » de loyer plutôt que de faire campagne pour leur abolition pure et simple... Commode d'un

Photo Néonyme





point de vue stratégique (nous n'avons pas à nous justifier face à « l'opinion publique »), mais contre-productif si l'on se place dans le camp du changement social. En fait, nous nous tirons dans le pied en adoptant cette ligne, dans la mesure où nos interventions auprès des locataires renforcent le sentiment que nous pouvons, en dernière analyse, obtenir une plus grande justice à travers le processus juridique de la Régie, même si nous savons très bien qu'il ne s'agit pas d'un outil d'émancipation. Avec ou sans Régie du logement, une inégalité profonde subsiste entre ceux et celles qui possèdent la richesse foncière et celles et ceux qui doivent payer pour satisfaire leurs besoins les plus fondamentaux. Est-ce à dire que nous devrions revendiquer son abolition pure et simple, comme le font les associations de propriétaires?

Il est sans doute possible de revendiquer une plus grande « équité » sans mettre aux poubelles une perspective égalitaire. Nous n'obtiendrons pas l'égalité en la « revendiquant » (comme on peut revendiquer un contrôle obligatoire des loyers). Nous y parviendrons en abolissant le régime de propriété privée. Pour être en mesure d'y arriver (et de gagner des batailles chemin faisant), nous devons nous organiser de manière différente. Pour l'instant, les comités logement fonctionnent souvent comme des outils d'information alternative (3) et, de façon ponctuelle, de mobilisation collective. Sans mettre de côté toutes les revendications face au gouvernement (4), ni le mandat d'information sur les recours à la Régie (qui demeurent importants à comprendre, ne serait-ce que pour éviter de se faire fourrer davantage), il nous faut accorder une plus grande importance à une critique en profondeur du marché locatif privé et du rôle de l'État dans la reproduction de ce système d'exploitation. Au delà des lieux communs ou de la langue de bois, il y a lieu de réactualiser cette approche de manière à l'ancrer plus profondément dans le vécu quotidien des locataires.

S'organiser autrement?

On doit constater que les recours à la Régie font en sorte d'individualiser plutôt que de collectiviser les luttes. En ce sens, le système de « justice » est à l'image de la société capitaliste et de l'idéologie libérale. Il suffit d'avoir tenté des recours collectifs devant la Régie du logement pour se rendre compte que les associations de locataires d'immeuble n'ont aucune légitimité devant ce tribunal. Contrairement à ce qui prévaut dans le monde du travail, les propriétaires n'ont pas non plus l'obligation de négocier avec elles. La création de telles associations est pourtant essentielle si nous souhaitons voir la lutte être prise en charge par les locataires eux et elles-mêmes. Là où elles existent, les associations jouent parfois un rôle de premier plan dans l'affirmation d'un contre-pouvoir, certes embryonnaire mais néanmoins efficace, face aux diktats des proprios.

Le mouvement pour le droit au logement pourrait aller beaucoup plus loin dans l'organisation rue par rue, bloc par bloc, propriétaire par propriétaire, pour favoriser la création de comités auto-organisés de locataires fédérés entre eux à travers des associations au niveau du quartier ou de la municipalité. Les comités logement actuels peuvent jouer un rôle premier plan dans cette stratégie d'organisation de type « syndicale », tout particulièrement lorsque la taille des immeubles permet difficilement la création d'une association.

Si le fait de prendre conscience de ses « intérêts » à court terme (ex : payer le moins cher possible pour des logements dans le meilleur état possible) va généralement de soi pour celles et ceux qui choisissent de se regrouper, on ne peut en dire autant des intérêts à long terme des locataires (se débarrasser des propriétaires et socialiser les logements). Pour reprendre des catégories élaborées par d'autres, le passage d'une conscience « trade-unio-niste » vers une conscience « révolutionnaire » n'est pas une mince tâche. Bien

des étapes doivent être franchies avant que cette transition soit envisageable concrètement. À l'heure actuelle, les locataires sont pour la plupart prisonnier-e-s de la précarité de leur statut. De plus en plus pauvres, bien des locataires sont pris à la gorge par les hausses de loyer à répétition, sont victimes de harcèlement, vivent sous la menace des reprises de possession ou des évictions pour non-paiement de loyer. Qui plus est, la relation entre propriétaire et locataire, tout comme celle entre patrons et salarié-e-s sur un lieu de travail non-syndiqué, reste avant tout individuelle. Difficile de créer un vrai rapport de force dans ces conditions. Il faut commencer par donner confiance aux locataires dans leur propre pouvoir d'action. Pourquoi ne pas consacrer davantage de temps à la mobilisation et au soutien des locataires qui souhaitent s'organiser? Ce choix, plus facile à dire qu'à faire, aura d'autres retombées positives, dont celle de freiner la bureaucratisation croissante de nos associations. Notre pratique et nos revendications doivent nous permettre d'ouvrir cette porte, mais également nous amener à une remise en cause du pouvoir des propriétaires, de l'État et du système de justice en proposant les contours d'un projet de société égalitaire, solidaire et libertaire.

*Michel Nestor
(Québec)*

Notes:

- (1) Front d'action populaire en réaménagement urbain
- (2) Regroupement des comités logement et association de locataires du Québec
- (3) Bien des locataires confondent le travail des comités logement avec celui... de la Régie du logement!
- (4) N'étant pas un partisan de la politique du « pire », je pense qu'il faut défendre avec acharnement les rares droits que nous avons face aux attaques de l'État et des associations de propriétaires. De même, je pense qu'il faut voir d'un bon oeil les mesures qui peuvent entraver la capacité des proprios à faire toujours plus de profits (ex : contrôle obligatoire des loyers) ou celles qui nous permettent de respirer un peu plus librement du point de vue financier (les logements sociaux).



La solidarité syndicale Tout un combat!

L'article suivant a été écrit par un membre de la NEFAC-Montréal qui s'implique activement dans le Réseau de solidarité des travailleurs et des travailleuses. Son objectif est d'analyser l'évolution du RSTT au cours de sa première année d'existence.

C'est au mois mai 2005 que se réalise enfin un projet longtemps discuté et débattu par les militant-e-s communistes libertaires de Montréal (1): la création d'un groupe structuré pour pratiquer la solidarité syndicale. Le Réseau de solidarité des travailleurs et des travailleuses (2) a rapidement rassemblé une quarantaine de membres, pour la plupart de jeunes travailleurs et travailleuses non-syndiqué-e-s ayant des positions politiques d'extrême-gauche, autour de points d'unité tels que : « 1) l'autonomie face à toute forme d'organisation politique ou de bureaucratie syndicale. 2) un soutien pour une prise en charge des luttes par les travailleurs et travailleuses à la base. 3) une

contribution à la construction d'une solidarité de classe dépassant les catégories sociales et la division du travail. » Ces points d'unité étaient destinés à être mis en pratique par les moyens suivants : « la formation de lignes de piquetage volantes, la distribution de tracts, la tenue de soirées d'information et/ou culturelles, le soutien matériel et les conseils légaux pour les membres, l'agitation sur les lieux de travail non-syndiqués, l'organisation de lieux de travail non-syndiqués, une lutte contre la désinformation des politiques néolibérales et celle des patrons et diverses actions directes pour régler des cas d'injustice envers les membres. »

Des hauts et des bas

Quelques semaines seulement après sa mise sur pied, le RSTT allait gagner le premier litige touchant l'un de ses membres : le remboursement d'heures non-payées au restaurant de la chaîne Double Pizza sur la rue St-Denis (3). Au cours l'été de 2005, des actions de solidarité hebdomadaires ont par la suite été entreprises en appui aux grévistes de la CSN à l'Hôtel Omni, lesquelles ont contribué à leur façon à faire plier la partie patronale après 9 semaines conflit (4). Si ces deux moments victorieux sont évocateurs du potentiel du RSTT, il ne faudrait pas penser que tout a été rose dans la dernière année.

L'automne et l'hiver 2005-2006 ont été marqués par une période d'inactivité au sein du Réseau de solidarité. Il y a eu bien sûr l'implication dans la grève chez Renaud-Bray en décembre 2005, mais l'appui a été si faible et clairsemé que les syndiqué-e-s en grève du SEPB (5) ont commencé à se poser des questions sur la portée réelle de la « solidarité » apportée. Visiter une ligne de piquetage une fois aux deux semaines pour se donner bonne conscience à claire-

ment été insuffisant pour avoir un impact sur le conflit. Un autre projet avorté a été l'aide apportée à la syndicalisation des cinémas de Montréal par l'IATSE (6). Une distribution de tracts devant l'un des cinémas de la métropole avait tout de même réussi à trouver une sympathisante à la syndicalisation. Par contre, après une rencontre avec elle et les organisateurs de l'IATSE, le Réseau de solidarité s'est rapidement effacé de cette campagne. Présentement, les projets d'envergure sont toujours en attente, notamment une campagne d'agitation/organisation auprès des travailleurs et des travailleuses des commerces d'un secteur du centre-ville.

Du côté organisationnel

Un groupe qui connaît une période d'inactivité verra nécessairement refléter cette inactivité dans la présence aux réunions. Dans le cas du RSTT, il y a un noyau d'à peine une dizaine de militant-e-s qui tentent de faire vivre le groupe sur le plan organisationnel pour une quarantaine de membres. C'est une tâche difficile, surtout pour des gens provenant des milieux d'extrême gauche où la structure s'appuie souvent sur de petits collectifs/cellules affinitaires. De plus, le RSTT a eu beaucoup de difficulté à nommer et maintenir des responsables de l'organisation (secrétaires, trésorier, coordonnateurs et coordonnatrices de campagnes), ce qui a débouché sur une incapacité de faire un suivi adéquat des projets du groupe.

Il est assez clair que le relâchement en termes d'activité s'est transposé en un relâchement organisationnel qui est marqué par le peu de participation dans les structures du Réseau de solidarité. Certain-e-s diront que c'est le cas de pleins de groupes sociaux/militants (en plus, on vient de traverser l'hiver), ce qui est vrai. Par contre, des problèmes plus fondamentaux expliquent aussi l'inactivité, notamment la dépendance face au mouvement ouvrier institutionnel et l'absence d'une compréhension claire sur la façon de structurer et d'appliquer le syndicalisme de combat.

Mettre en oeuvre la solidarité

Une activité fondamentale du RSTT est d'appuyer les syndiqué-e-s en conflit. Dans ce cas-ci, un certain niveau d'expérience avait été acquis par les militant-e-s communistes libertaires lors des conflits des dernières années chez Vidéotron, dans le Vieux-Port de Montréal, chez Labatt, à la SAQ, etc. Par contre, il reste que sans

base réelle dans les syndicats institutionnels, il est à peu près impossible pour nous d'initier ces luttes. Le RSTT se retrouve donc constamment à la remorque de ce qui bouge dans le mouvement syndical. Ce n'est pas toutes les semaines qu'une grève de l'ampleur de celle de la SAQ, touchant des succursales dans les quatre coins de Montréal (voire de la province), nous tombent sur les bras. Un but à moyen terme serait donc d'avoir notre propre capacité d'initier des conflits.

Un autre obstacle est la relation (parfois difficile) à entretenir avec les organisateurs et les organisatrices et les cadres syndicaux. Ils et elles vont généralement accueillir l'implication du RSTT dans les conflits de façon positive, mais ne tarderont pas à nous tourner le dos (poignarder dans le dos?) si nous contribuons à élargir la lutte hors du cadre syndical traditionnel. Ce fut le cas notamment dans la grève à l'Hôtel Omni au cours de l'été 2005. Une organisatrice syndicale de la CSN, qui était plus qu'heureuse au début de nous procurer du matériel d'agitation semblait tout aussi heureuse de nous dénoncer plus tard à la police comme des agitateurs et agitatrices venant de l'extérieur.

Les liens avec la base syndicale sont évidemment, et ce hors de toute rhétorique révolutionnaire, plus ancrés dans la camaraderie et la solidarité. Justement, ce concept général de solidarité, tellement galvaudé dans la gauche, prend tout son sens quand il est mis en application sur une ligne de piquetage. Il ne faut pas sous-estimer l'effet positif que ressentent les grévistes quand ils/elles apprennent que des « étrangers » et des « étrangères » sont prêt-e-s à joindre leur combat. Ce qui est plus difficile par contre, c'est de lier la solidarité apportée dans un instant spécifique au besoin d'unité et d'organisation dans le long terme. En langage clair : c'est difficile de faire passer la simple implication des grévistes dans leur grève à une implication dans un mouvement de solidarité ouvrière global. Pourtant, la structure de mise en réseau de militant-e-s syndicaux et de non-syndiqué-e-s devrait créer cette possibilité. Ce n'est malheureusement pas encore le cas.

Un syndicat pour les non-syndiqué-e-s

Même si il traverse une période d'inactivité, c'est sans doute dans la défense de non-syndiqué-e-s par l'action directe que le Réseau de solidarité retrouvera son utilité.

Les cas d'abus au travail chez les précaires sont nombreux. Les patrons de ces entreprises vivent présentement avec l'impression que tout leur est permis (harcèlement, discipline abusive, heures non-payées, congédiements). L'expérience prouve que lorsque ces employé-e-s décident de se défendre, la réponse se fait entendre avec force et a surtout un effet de surprise sur les patrons. C'est par des visites imprévues sur le lieu de travail, en groupe, qu'on peut réussir à régler des cas par l'action directe. Du coup, on revient à l'essence même de l'action syndicale. Comme le disait Émile Pouget, syndicaliste français du tournant du 20^{ième} siècle : « L'action directe, c'est donc purement l'action syndicale, indemne de tout alliage, franche de toutes les impuretés, sans aucun des tampons qui amortissent les chocs entre les belligérants, sans aucune des déviations qui altèrent le sens et la portée de la lutte : c'est l'action syndicale, sans compromissions capitalistes, - sans les acoquinades avec les patrons que rêvent les thuriféraires de la PAIX SOCIALE ; c'est l'action syndicale sans accointances gouvernementales, - sans intrusion dans le débat de PERSONNES INTERPOSÉES. » (7)

La tentation de devenir un syndicat en bonne et due forme

On a beaucoup discuté parmi les membres et l'entourage du Réseau de devenir un syndicat en bonne et due forme, avec reconnaissance et protection légale. La reconnaissance légale est clairement un couteau à double tranchant, apportant d'une part une plus grande protection lors de conflits, mais aussi un nombre important de limites dans les moyens de lutte. Alors que présentement, on invoque souvent que certaines tactiques sont dangereuses, voire même suicidaires, car les travailleurs et les travailleuses que nous pourrions possiblement défendre n'ont aucun recours légal via le Réseau, ces mêmes tactiques sont carrément inexistantes dans le cadre du syndicalisme institutionnel. Ceci peut sembler à priori être un drôle de paradoxe, mais c'est en fait une question fondamentale qui doit être réglée au sein du syndicalisme de combat.

La mise sur pied d'un syndicat alternatif serait évidemment un projet plutôt ardu au Québec, où le paysage syndical est profondément marqué par le « closed shop », une loi qui dicte que l'ensemble des syndiqué-e-s d'une même unité de travail doivent appartenir au même syndicat. Il serait tout à fait impossible de pratiquer un syndica-

lisme minoritaire, c'est à dire l'appartenance d'une minorité de travailleurs et de travailleuses à un nouveau syndicat au sein d'un ensemble plus large comme peuvent le faire la CGT espagnole et divers syndicats français et italiens (7). Mettre de la pression sur les syndicats existants et sur le gouvernement pour éliminer la loi du «closed shop» pourrait être carrément désastreux, car une ouverture à l'affiliation syndicale individuelle tracerait sûrement la voie à une campagne anti-syndicale de désaffiliation complète. Par contre, s'il est admis que les syndicats existants ne peuvent être réorientés vers des positions plus combatives et que seule une alternative est en mesure d'apporter ce changement, il semble que la construction de cette alternative passe inévitablement par une progression de pratiques minoritaires. La situation est donc très complexe... et cet article n'a pas la prétention d'être en mesure d'y apporter une solution définitive.

Un argument milite en faveur de la création d'un syndicat à part entière : cela donnerait plus de sérieux au projet, ce qui en retour attirerait plus de membres à l'organisation. Il existe évidemment un vide dans le syndicalisme québécois pour ce qui est de syndicats avec des positions plus combatives, voire révolutionnaires. Une organisation qui remplirait ce vide bénéficierait d'un pouvoir d'attraction considérable. Par contre, on peut imaginer qu'un tel syndicat se peuplerait d'un membership plutôt « militant », c'est à dire de travailleurs et de

travailleuses ayant déjà des positions de gauche (lire d'extrême gauche) doublées d'une implication politique et sociale. Ça ne serait pas une mauvaise chose en soi (l'organisation serait sans doute portée par l'ensemble de ses membres), mais il y a certainement une crainte que cela ne repousse les « gens ordinaires » pour qui les luttes quotidiennes et revendicatives sur leur lieu de travail ont une plus grande importance que les luttes politiques plus globales.

Pour un front social radical

Le RSTT bénéficie présentement de liens cordiaux avec d'autres groupes sociaux autonomes dont l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et Solidarité sans frontière (SSF), deux regroupements qui sont d'ailleurs dans un meilleur état que le RSTT. Il serait profitable de développer ces liens pour mettre de l'avant un front social combatif et autonome, capable de défendre nos intérêts et besoins immédiats en plus d'offrir une perspective de changement radical de la société. Dans un Québec composé de syndicats et de groupes sociaux institutionnalisés et concertants avec le gouvernement, qui ont tendance à reculer et à se démobiliser quand ce dernier se montre ferme dans ses politiques, le besoin de ce type de front social alternatif et radical se fait pressant. Cela, évidemment, n'exclut pas un militantisme au sein des mouvements

sociaux déjà établis. Au contraire, ce nouveau front social devrait chercher à être un pôle plus large au lieu de vivre dans l'isolement. La différence dans la façon d'affronter nos adversaires de classe (le patronat et l'État) pourrait servir de tremplin au débat stratégique au lieu d'être la source de nouvelles divisions.

Liam Perle
(Montréal)

Notes:

(1) Ce fut certainement le cas chez les membres de la NEFAC à Montréal. De longues discussions en réunion ont finalement poussé le groupe à faire l'appel initial à la formation du Réseau de solidarité des travailleurs et travailleuses en janvier 2005.

(2) Mentionné dans cet article comme le "Réseau de Solidarité" ou le RSTT. Pour le rejoindre : 514-859-9092,

(3) Pour en savoir plus : <http://nefac.net/node/1726>

(4) La partie patronale était menée par Jim Caldwell, le 4e homme le plus riche du Texas et ami personnel de Georges W. Bush

(5) Syndicat des employé-e-s professionnels et de bureau

(6) International Alliance of Theatrical Stage Employees, Moving Picture Technicians, Artists and Allied Crafts of the United States, Its Territories and Canada

(7) Tiré de *L'Action Directe* d'Émile Pouget.

(8) En France : Solidaires unitaires démocratiques (SUD), Confédération nationale du travail (CNT-F) et autres. En Italie : USI-AIT (Unione Sindacale Italiana, section italienne de l'AIT), SLAI Cobas (Sindacato dei Lavoratori Autorganizzati Intecategoriale), CUB (Confederazione Unitaria di Base).



La Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC) a depuis deux ans son propre journal d'agitation francophone tiré à 3000 exemplaires tous les deux mois. Ce journal sert de tribune pour diffuser le plus largement possible un point de vue libertaire sur les luttes sociales actuelles. Cet agitationnel porte le nom de *Cause commune*. Dans chaque numéro vous trouverez de l'information et des analyses touchant les principaux axes d'interventions de la NEFAC, mais également des chroniques régulières sur la pratique et les idées anarchistes. *Cause Commune* ne remplace pas *Ruptures* (que vous tenez présentement entre vos mains). Cette autre publication se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Abonnement de soutien, 20\$ pour un an - Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry». Collectif anarchiste La Nuit, a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

Diffusion militante - Il est possible de diffuser *Cause commune* dans votre milieu. Contactez-nous pour plus de détails. Nous cherchons particulièrement à entrer en contact avec des militantEs «en région».

Une défaite amère

Photo Badacid



Voici une entrevue réalisée avec Éric Maltais, un militant de la NEFAC qui travaille comme préposé aux bénéficiaires dans un grand hôpital de la région de Québec. Éric est impliqué dans son syndicat depuis quelques années. Il nous livre ses réflexions concernant la dernière ronde de négociation dans le secteur public.

Propos recueillis par Michel Nestor

Quel climat régnait dans ton milieu de travail avant le début des moyens de pression?

Pendant deux ans, on s'est dit : « ils ont abrogé l'article 45, ils ont fusionné nos unités syndicales, on va se venger à la prochaine négociation ». Mais rendus au moment décisif, les gens n'étaient pas si mobilisés que ça. Au cours des vingt-quatre derniers mois, il s'est passé un paquet de choses : d'abord, la fusion des établissements, puis une campagne de maraudage qui a duré pendant des mois et coûté des millions de dollars aux centrales. Tout cela a rendu difficile la construction d'un nouveau syndicat à l'hôpital. Dans ces conditions, c'est compliqué de se mobiliser. Pour bâtir un rapport de force, il faut qu'il y ait un climat propice dans les milieux de travail. Et ce climat-là, il n'existait pas. Il y a aussi plein d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte : le manque de solidarité, le vent de droite qui alimente une critique réactionnaire du syndicalisme, l'individualisme ambiant. Tout ça a un impact direct sur la lutte.

Cette lutte, comment s'est-elle déroulée?

Deux blocs monolithiques d'intérêts se faisaient face: les syndiqué-e-s, qui à mon avis portaient des demandes salariales raisonnables, et l'État qui veut couper dans son budget coûte que coûte, et qui ri en pleine face de ses employé-e-s. Malgré une plus grande unité organisationnelle, on s'est à nouveau cassé la gueule. À mon avis, la direction syndicale savait qu'on allait se faire planter, mais elle a quand même appelé le monde à la grève en organisant des assemblées et en créant un front commun. Maintenant, 80% des conventions collectives sont négociées dans les établissements. Il n'y a pas eu de mandat de grève là-dessus, c'est vraiment merdique (de toute façon avec la loi 142, tout moyens de pression est devenu illégal!). La décentralisation a entraîné un nivellement vers le bas des conditions de travail là où les exécutifs syndicaux sont faibles. Les boss sont au courant de ça et ils vont en profiter. Ce qui est négocié au plan national, c'est le salarial. Et c'est facile de manipuler l'opinion publique en la bourrant de chiffres qu'elle ne comprend pas. Les conditions de travail ont finalement été imposées par une loi spéciale, une fois de plus. La plupart des gens impliqués dans le syndicat savaient que cette fin était prévisible. Une nouvelle stratégie aurait dû être élaborée à partir du moment où on était conscient qu'on allait se faire avoir. C'est la pierre angulaire de la contradiction du syndicalisme actuel. La dernière journée de grève nationale a été tenue alors que les journaux annonçaient : « le décret s'en vient ».

La défaite s'explique en partie par un manque de radicalité dans l'action. À l'hôpital, maintenir les services essentiels, c'est 90% d'effectif sur le plancher. C'est plus de travailleurs/euses sur le plancher qu'en été! Quand on était en grève, l'employeur nous amputait 45 minutes de salaire sur nos paies. Cet argent-là, il l'a mis dans les poches ! Il y a eu trois journées de grèves légales. Mine de rien, assurer les services essentiels demande un boulot considérable pour le syndicat, et c'est bien moins efficace que si tout le monde sort en même temps. Dans ces conditions-là, la grève donne quoi?

Qu'est ce qui explique que les syndiqué-e-s soient resté-e-s dans le cadre de la légalité?

Pourquoi on n'est pas allé plus loin? Les gens ont la chienne des amendes, de la prison. Il y a eu des appels assez radicaux en assemblée et sur les lignes de piquetage, mais que personne n'a maintenu une fois rendu dans l'action. Les exécutifs en place ont suivi les mots d'ordre du front commun. Dans la région, ils ne sont pas allés plus loin. Plusieurs assemblées ont même refusé d'adopter le plan d'action du front commun. Alors qu'il y a deux ans, on a organisé des actions directes, cette fois-ci, il y a eu beaucoup moins d'initiatives autonomes. On a quand même fait quelques bons coups, comme un blocage de la cafétéria qui a fait perdre pas mal de fric à l'hôpital. Mais rien de comparable au blocage du port de Québec.

Quel bilan tires-tu de cette mobilisation?

Je suis excessivement amer face à tout ça et je ne suis pas le seul. Les syndicats se sont cognés à un mur. Les personnes qui savaient que le décret s'en venait ont préféré signer des ententes à rabais au lieu de retourner à la base. Les syndicats qui n'ont pas signé avec le gouvernement n'ont pas adopté en assemblée générale des mandats qui défiaient la loi spéciale. Pendant qu'ici, on a mené une lutte dans la résignation, en France, la lutte contre le contrat de première embauche (CPE) s'est faite avec la rage au ventre. C'est frustrant quand on compare les deux situations.

Position de la NEFAC sur le syndicalisme et la lutte sur les lieux de travail



1. Introduction

Comme anarchistes-communistes, nous voulons une réorganisation radicale des lieux de travail. Nous voulons des lieux de travail gérés directement par les travailleurs et les travailleuses, organisés d'une part en fédération de conseils ouvriers et d'autre part, en conseils de quartier. Nous voulons que la principale instance décisionnelle soit l'assemblée générale tenue à même le lieu de travail et le quartier. Nous voulons abolir le salariat, en finir avec l'aliénation et la division du travail, afin qu'une nouvelle société communiste libertaire puisse s'épanouir.

Pour en arriver à cette société, nous nous engageons dans une lutte contre les patrons, une lutte entre la classe des travailleurs et des travailleuses et celle des employeurEs; une lutte de classe qui prendra fin lorsque la société de classes elle-même sera détruite et que chacunE pourra jouir de la richesse que nous produisons comme travailleurs et travailleuses.

Nous croyons que la lutte vers le communisme libertaire doit être menée par tous/toutes les exploitésEs. Nous considérons le lieu de travail et les syndicats comme un point essentiel d'agitation et de lutte. Les syndicats représentent à l'heure actuelle le plus grand regroupement organisé de travailleurs et de travailleuses. Pour cette raison, nous pensons que la participation des anarchistes dans les syndicats est essentielle. Les anarchistes doivent être impliqués dans les luttes sur les lieux de travail pour deux raisons : d'une part, parce que nous sommes des salariéEs et d'autre part, parce que nous sommes des révolutionnaires. En combattant les patronNES aux côtés de nos collègues de travail, nous nous battons aussi contre la médiation de nos luttes.

Les communistes libertaires doivent s'organiser dans les rangs des syndicats en conservant leur praxis spécifique. Nous devons être actifs et actives dans cette lutte en tant que partisanNEs de la révolution sociale et en tant que travailleurs et travailleuses dans un combat collectif contre l'exploitation. Nous choisissons la participation plutôt que l'autorité et la solidarité au lieu de l'isolement. C'est par les luttes collectives que les gens se radicalisent et s'ouvrent aux idées anarchistes. Pour gagner la bataille des idées, nous proposons l'action directe, l'aide mutuelle et la démocratie directe dans nos syndicats et, à plus forte raison, au sein du mouvement ouvrier dans son ensemble. En bref, nous mettons de l'avant une praxis révolutionnaire anarchiste.

2. La lutte des classes

Tout au long du développement historique de cette société — du féodalisme jusqu'au système capitaliste actuel —, une division s'est reproduite entre ceux et celles qui produisent les biens et services et une minorité de possédantEs. Cette division a mené au développement de deux (principales) classes sociales aux intérêts antagonistes, entraînant une lutte continue entre elles.

La lutte des classes ne se limite pas au lieu de travail. Les conflits de classes se manifestent au quotidien, que ce soit à travers la lutte pour des logements décentes, pour des programmes sociaux, pour l'accès à l'éducation, contre la brutalité policière ou les prisons. Elle se mène également sur le terrain culturel, tout particulièrement contre le racisme, le sexisme et les autres oppressions qui hiérarchisent et divisent les prolétaires. Il ne s'agit donc pas uniquement d'un combat pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vies, mais d'une lutte quotidienne pour l'orientation de la société.

En tant qu'anarchistes-communistes, nous avons un intérêt stratégique particulier à intervenir dans les luttes sur les lieux de travail en raison de leur capacité à perturber directement les intérêts matériels de la classe capitaliste. Le capitalisme est, par-dessus tout, une relation sociale; mais c'est aussi un système économique avec de réelles faiblesses matérielles réparties à travers les différentes étapes de la production, de la communication à la distribution. Notre plus grande force comme travailleurs et travailleuses se trouve dans le refus collectif de notre travail. Une classe ouvrière organisée est une force qui a le potentiel de mettre fin à ce système d'exploitation pour créer une société radicalement démocratique et autogérée.

Les travailleurs et les travailleuses qui produisent aujourd'hui la richesse dans le système capitaliste diffèrent de toutes les classes précédemment exploitées. Nous avons maintenant la capacité de créer assez de richesses pour combler les besoins fondamentaux (nourriture, logement, vêtement, éducation, soins de santé), en ayant encore du temps à consacrer à la science, à la culture, aux loisirs, etc. De plus, et c'est primordial, notre vie quotidienne en tant que travailleur et travailleuse nous prépare à autogérer la société.

3. Bureaucratie syndicale et réformisme

Malgré certaines exceptions, il nous semble que le mouvement syndical, tel qu'il se présente actuellement en Amérique du

Nord, se construit sur la base du compromis et de la collaboration aux rouages de l'exploitation capitaliste. Ce mouvement sert plus souvent qu'autrement de courroie de transmission entre les travailleurs et travailleuses et les patronNEs, en jouant le rôle d'organisation corporatiste qui négocie la vente de notre force de travail aux patronNEs, en échange d'avantages matériels pour les salariéEs : sécurité d'emploi, assurances collectives, meilleurs salaires. En définitive, le mouvement syndical actuel, plutôt que de chercher à mettre un terme à l'exploitation capitaliste, n'envisage que les moyens de la rendre plus acceptable.

Au fil des ans, le mouvement syndical n'a pas réussi à développer un réel rapport de force face au patronat. Les syndicats sont littéralement devenus des institutions hiérarchisées, intégrées aux structures sociales de l'économie capitaliste. Les bureaucrates qui gèrent ces organisations cherchent à contenir les luttes des travailleurs et des travailleuses dans le cadre de la conciliation avec le patronat et la classe politique.

S'il existe des variantes entre les différents syndicats (certains étant plus démocratiques et militants que d'autres), la majorité d'entre eux sont dominés par une hiérarchie de permanentEs qui contrôlent la négociation avec les patronNEs, le traitement des griefs et qui, de cette manière, engagent le syndicat dans un rapport clientéliste avec les membres à la base, envers qui il n'est plus redevable. Ce cercle vicieux bureaucratique, ainsi que des années de législation du travail coercitive, ont transformé les syndicats en de véritables freins au pouvoir des travailleurs et des travailleuses en Amérique du nord, au lieu de véhiculer efficacement la lutte des classes.

Il est important de comprendre comment a émergé cette bureaucratie syndicale. Des vagues successives de luttes syndicales, impliquant souvent des tactiques militantes telles que des grèves sauvages et des occupations, ont conduit le patronat et l'État capitaliste à une retraite stratégique. Chemin faisant, ces combats ont permis la conquête de nouveaux droits d'association pour les travailleurs et les travailleuses. Ainsi, un processus limité et inégal de conciliation a pris le relais de la guerre de classes ouverte. Cette trêve a réglementé et compartimenté les conflits de travail pour les maintenir en dessous d'un niveau critique pour les capitalistes. Une nouvelle couche de bureaucrates syndicaux s'est développée pour exécuter cette tâche. Ces

bureaucrates ont modéré les membres en leur octroyant des avantages issus de conventions collectives policées, assurant simultanément la stabilité de la main-d'œuvre et un environnement propice à l'accumulation des richesses. Si des explosions de colère sont parfois tolérées, les directions syndicales sont chargées d'assurer l'application des conventions collectives et de maintenir l'ordre dans les rangs. La bureaucratie syndicale a donc développé des structures centralisées, des méthodes de contrôle et une direction justifiant son rôle et sa fonction.

Au-delà de la bureaucratie et des hiérarchies internes, la majorité des syndicats officiellement reconnus par l'État ne peuvent agir à l'extérieur des lois encadrant les relations de travail. Par conséquent, les organisations syndicales sont à toute fin pratique incapables d'entreprendre des actions efficaces contre les employeurEs. Cela signifie que les syndicats soutiennent presque exclusivement les actions les plus modérées et qu'ils sont typiquement peu enclin à supporter même cela. Vraisemblablement, les sections locales des syndicats qui adoptent des positions plus indépendantes et militantes contre les employeurEs vont s'opposer à la bureaucratie pour organiser des actions plus efficaces. Dans les pires cas, quand des syndicats de l'AFL-CIO ou de la FTQ estiment que des sections locales sont trop militantes, les structures nationales ou internationales peuvent dicter la marche à suivre, mettre des sections syndicales en tutelle et en remplacer les éluEs locaux par des bureaucrates sans attaches locale pour reprendre le contrôle de la situation.

Les anarchistes qui militent sur leur lieu de travail doivent devenir des opposantEs résoluEs des bureaucraties syndicales, refusant les compromis avec les patronNEs et défiant directement ceux et celles qui font la promotion de la collaboration. Il est nécessaire de construire un mouvement de lutte qui comprenne bien comment cette emprise bureaucratique étouffe l'autonomie de la base, et qui, par conséquent, se donne comme mandat de lutter contre l'emprise des patronNEs, mais également contre celle des bureaucrates syndicaux.

Comme les syndicats ne se construisent pas actuellement sur la base de stratégies visant à renverser le capitalisme — ou même à lutter efficacement contre les employeurEs —, un mouvement de travailleurs et de travailleuses capable de transformer radicalement la société doit s'organiser indépendamment des hiérarchies

syndicales, à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats. Par le fait même, si les travailleurs et les travailleuses développent des modes d'action plus militants et une plus grande solidarité, l'autonomie des luttes devient à son tour une possibilité très concrète.

Les tendances autonomes à l'intérieur des syndicats existants, conjuguées aux groupes de résistance sur les lieux de travail, aux réseaux de solidarité (comité de mobilisation (flying squad), centres du travail, unité syndicale/étudiante, etc.) et, ultimement, aux assemblées générales sur les lieux de travail et aux comités de coordination s'y rattachant, sont des exemples permettant de donner un aperçu de ce qu'un mouvement ouvrier autogéré doit construire, afin de combattre efficacement les employeurEs et développer l'unité et la conscience de classe nécessaire au renversement de l'ordre social capitaliste. C'est donc dans cette perspective que les membres de la NEFAC cherchent activement à s'impliquer sur leur lieu de travail.

4. Les divisions au sein de notre classe

Nous reconnaissons que de nombreux travailleurs et de nombreuses travailleuses doivent affronter quotidiennement différentes formes d'exclusion liées au capitalisme, en raison de divers types de discrimination, comme le racisme et le sexisme. Ces formes de division sont alimentées par les rouages de l'isolement qu'engendre le capitalisme entre les exploitéEs, en plus de renforcer les attitudes réactionnaires qu'ils et elles nourrissent les unEs envers les autres.

Nous devons reconnaître l'existence de profondes divisions au sein du monde du travail entre les personnes de différentes langues, de différentes races ou origines ethniques. Ces divisions alimentent les attitudes racistes, xénophobes et réactionnaires entre les travailleurs et les travailleuses. Nous devons lutter contre ces divisions en agissant de façon autonome et en construisant des alliances internationalistes et antiracistes. Par l'organisation de classe dans les lieux de travail, les travailleurs et les travailleuses peuvent développer des stratégies pour briser les divisions racistes et xénophobes, à l'intérieur comme à l'extérieur du lieu de travail, démontrant ainsi que le racisme est une construction sociale qui sert à maintenir le pouvoir de la classe dominante (diviser pour mieux régner). En rendant possible une lutte de classe internationaliste et antiraciste, nous formons

une alternative sociale permettant à des travailleurs et des travailleuses de différentes origines de se rencontrer et d'apprendre les unEs des autres.

Tout en défendant les sans-papiers contre les assauts capitalistes et l'exploitation de leur statut légal, nous devons construire des liens de solidarité entre salariéEs «citoyenNES» et «sans-papiers» pour contrer les attitudes racistes et xénophobes entre travailleurs et travailleuses. Notre meilleure arme contre les attitudes racistes et xénophobes, c'est de nous organiser sur la base de revendications et de buts communs, pour faire en sorte que les capitalistes ne puissent tirer avantage du statut des immigrantEs, ce qui a pour effet de diminuer les salaires et les conditions de travail de l'ensemble de notre classe. En organisant la défense des travailleurs immigrants et des travailleuses immigrantes, nous mettons en lumière la relation entre l'organisation capitaliste et la présence de frontières nationales (qui servent les intérêts de la classe capitaliste et non ceux de différents secteurs de la main-d'œuvre issus de frontières géographiques artificielles). Par le fait même, nous affaiblissons le contrôle de l'État sur les distinctions nationales et ethniques.

Nous devons également reconnaître l'oppression spécifique que subissent les femmes à la fois par le capitalisme et le patriarcat. Bien avant l'industrialisation - et longtemps après - la place assignée aux femmes était celle de la « reine au foyer », place désignée comme étant leur vocation première et naturelle. Ainsi, lors de l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, une contestation s'est déployée de toutes parts, tant du côté clérical que du côté syndical, prétextant que le travail féminin allait contre l'ordre naturel des choses. Mais puisque la société ne pouvait se passer du travail des femmes, indispensable au développement du capitalisme et surtout à la survie des familles ouvrières, on verra toute une série de réglementations orienter le travail des femmes vers des occupations convenant le mieux à leur « nature ». Ceci entraîna la création de larges ghettos d'emplois féminins dans lesquels la qualification professionnelle des femmes n'était pas reconnue puisque « naturelle ». Comme le travail des femmes n'était pas reconnu comme étant le fruit d'apprentissages et d'aptitudes spécialisées, mais plutôt comme faisant partie de leurs qualités innées, il ne méritait donc pas de rémunération particulière. C'est pourquoi les emplois féminins demeurent jusqu'à ce jour moins bien payés et non-valorisés. La réalité de la double journée

de travail - le travail domestique des femmes comme capital reproductif associé à leur travail salarié sous-payé - force les femmes à rester à la maison dans la sphère privée et contribue à leur isolement. Nous devons donc lutter contre les inégalités économiques et sociales que vivent les femmes dans la société comme sur le lieu de travail en combattant la discrimination salariale envers les femmes et le faible taux de syndicalisation des emplois féminins, de leur précarité et de leurs mauvaises conditions de travail. La solidarité du mouvement ouvrier doit s'étendre à toutes les travailleuses et travailleurs, peu importe si leur travail est reconnu, rémunéré, légal ou non. Nous devons aussi appuyer et défendre les femmes qui s'organisent sur la base de leurs conditions matérielles et défendre de façon combative les acquis de notre classe qui profitent autant aux femmes qu'aux hommes.

Nous ne croyons pas qu'en abolissant le capitalisme, le racisme et les attitudes patriarcales disparaîtront au sein de la classe ouvrière du jour au lendemain. La lutte des classes est aussi un combat contre toutes les formes d'oppression. Le système de classes doit donc tomber par une révolution ouvrière de masse qui permettra de dépasser les genres et de briser les divisions raciales. En luttant contre ces formes de discrimination à l'intérieur du lieu de travail, en appuyant et en encourageant l'organisation autonome de tous les groupes opprimés dans toutes les sphères de la société, nous nous donnons les moyens d'affronter d'un même souffle l'exploitation capitaliste et l'oppression sociale dans un combat collectif, une lutte de classe pour la libération de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses. Par l'action à la base, nous devons nous organiser contre ces divisions en initiant des campagnes et des organisations ouvrières qui soient antiracistes, pro-immigrantEs et antisexistes. En agissant pour défendre les secteurs marginalisés de notre classe et en leur laissant un rôle de leadership interne dans les luttes, nous contribuons à la création de stratégies organisationnelles de classe féministes, internationalistes et antiracistes tendant vers un mouvement de classe plus global.

5. L'autonomie ouvrière

Si la société dans son ensemble est fondée sur un réseau de travail coopératif interdépendant, ce réseau de coopération doit constituer le point de départ d'une vaste opération de libération des liens de coercition, d'autoritarisme et d'exploitation qui

pèsent sur lui. C'est dans ces relations de travail coopératif, qui sont la prémisse d'innombrables actions quotidiennes, que l'on trouve le fondement véritable de la vie sociale. Sans ces réseaux, souvent non reconnus et non payés, la société s'effondrerait.

Pour que les luttes menées par les travailleurs et les travailleuses préparent l'avènement du communisme libertaire, elles doivent porter en elles les bases sociales d'une réorganisation de la production, tel que l'exige le passage d'une économie capitaliste à une économie libertaire et communiste.

Ces bases sociales impliquent que les luttes des travailleuses et des travailleurs doivent être menées dans les lieux de travail et étendues non seulement aux autres lieux de travail, mais aussi en dehors de ceux-ci, c'est-à-dire dans les communautés dans lesquelles ils sont localisés.

À l'occasion, ces luttes prennent forme à travers des groupes de travailleurs et de travailleuses qui agissent en opposition et à l'extérieur des cadres établis par la classe exploitante et la bureaucratie syndicale. Par le passé, ces groupes ont pris des formes diverses, comme des comités de travailleurs et de travailleuses, des comités de mobilisation (flying squads), des groupes de résistance, des comités d'action, etc.

À d'autres moments, ces formes de lutte se sont exprimées à travers des actions collectives et spontanées, comme des sit-in, des occupations, des ralentissements de production, du sabotage et des grèves sauvages, émergeant de réseaux informels existant entre les travailleurs et travailleuses.

Ce qui importe, ce n'est pas le nom ou même la forme organisationnelle spécifique que prennent ces luttes, mais plutôt comment la lutte de classes intransigeante qui émerge de ces groupes peut conduire à la transformation de l'organisation de la production.

6. Alliance communauté-travail

Nous devons construire activement des ponts entre les luttes de base dans les quartiers et celles menées sur les lieux du travail afin de développer l'alliance entre le travail et la communauté. Ces alliances se construisent par le renforcement mutuel des luttes ayant cours de part et d'autre. C'est pour cette raison que la NEFAC incite les travailleurs et les travailleuses et les

militantEs des groupes populaires à se soutenir les unEs les autres, à construire des liens de solidarité et en finir avec la division artificielle entre les luttes du travail et les luttes populaires.

7. Les institutions alternatives

Par le passé, le mouvement ouvrier a mis beaucoup d'efforts pour construire des institutions alternatives permanentes. Toute une série d'initiatives solidaires ont ainsi été développées dès l'origine du mouvement ouvrier. Bien avant la monopolisation des services sociaux par le gouvernement, de nombreuses organisations ouvrières ont créé des réseaux de coopératives en tous genre : écoles, garderies, camps d'été pour enfants et adultes, maisons pour les aînéEs, centre de santé, maison de la culture, mutuelle d'assurance, éducation technique, logement, caisses d'économie, etc. Tout en reconnaissant que les travailleurs et les travailleuses ont remporté des victoires significatives par le passé en forçant le gouvernement à offrir certains de ces services, nous luttons activement pour leur autogestion, sous le contrôle direct des travailleurs et les travailleuses.

Bien que la création d'institutions alternatives ne constitue pas en soi une stratégie révolutionnaire et que ces institutions ont parfois été absorbées par le système capitaliste, nous sommes en faveur du développement de services gérés directement par les travailleurs et les travailleuses se basant sur les besoins exprimés par la classe ouvrière, avec la participation des communautés qui bénéficient de ces services. Nous croyons que de tels projets permettent l'éclosion d'expériences autogestionnaires, même si leur rayonnement est inévitablement entravé par le système capitaliste.

8. Les centres de travailleurs et de travailleuses

De nos jours, le développement de centres de travailleurs et de travailleuses (worker's center) peut servir de point d'ancrage pour construire l'alliance communauté-travail et faire le lien avec les institutions alternatives dont nous parlions précédemment. Ces centres fournissent un espace et un support organisationnel pour des campagnes visant à défendre les droits des travailleurs et travailleuses précaires, comme les immigrantEs, celles et ceux travaillant dans les PME ou dans les secteurs industriels non syndiqués. La NEFAC appuie le travail

des centres de travailleurs et de travailleuses. Le militantisme qui en découle s'inscrit dans notre stratégie «extra» syndicale.

9. Syndicalisme de base et syndicalisme industriel

Nous appuyons le syndicalisme industriel plutôt que l'organisation syndicale sectorielle ou par métier. Le syndicalisme industriel vise à regrouper l'ensemble des travailleurs et des travailleuses d'un lieu de travail dans un syndicat commun. Le syndicalisme de métier - qui fait en sorte de compartimenter chaque profession par des syndicats différents - affaiblit l'identité et la solidarité de classe.

Dans le but de créer un mouvement ouvrier sur des bases de classe, la NEFAC appuie l'objectif d'un éventuel One Big Union*, qui incorporerait l'ensemble des travailleurs et des travailleuses peu importe leurs habilités, leur métier ou l'industrie dans laquelle ils et elles travaillent, allant jusqu'à inclure en son sein les sans-emplois.

*One Big Union (OBU) : projet syndicaliste révolutionnaire pour la construction d'un grand syndicat regroupant l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

10. La grève générale

L'appel à la grève générale est au coeur de notre programme. Elle sert de pont entre les demandes de réformes et notre but ultime, la révolution sociale. La vieille méthode voulant que chaque syndicat se batte seul pour obtenir ses propres gains en faisant seul la grève contre son employeurE, s'avère plutôt inutile. Les capitalistes s'entraident contre les syndicats. Les compagnies ont développé leurs tentacules à coups de fusions et d'expansions, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Une compagnie multinationale peut utiliser les profits d'une partie de son empire pour compenser les pertes dues à une grève dans une autre partie. N'oublions pas que le patronat a son propre « syndicat », qui s'incarne notamment à travers l'État-nation. Grâce à l'intervention de l'État, les patronNES ont réussi à rendre illégales les méthodes de lutte les plus efficaces, comme les lignes de piquetage de masse, les grèves sur le tas (occupations d'usine) et les grèves de solidarité. La bourgeoisie a donné aux tribunaux le droit de limiter les grèves, et dans certains secteurs, de les interdire tout simplement.

La réponse à ces attaques passe par la solidarité inter-syndicale, de même qu'entre les syndicats et la communauté. Plus les travailleurs et les travailleuses seront prêtEs à faire la grève ensemble, plus nous serons en mesure d'arrêter la production et de gagner la lutte. Ce qui peut être fait dans une ville, peut l'être à travers un pays, plusieurs pays ou même le monde entier. Imaginez la force collective qu'une telle grève peut représenter.

Lors du déclenchement d'une grève générale, les travailleurs et les travailleuses devront occuper les usines, les bureaux et tous les autres lieux de travail au lieu de les abandonner. En procédant ainsi, les capitalistes auront beaucoup plus de mal à utiliser des scabs ou à attaquer les grévistes (étant donné que de telles attaques pourraient détruire leur propriété). En mettant leurs patronNES à la porte, les travailleurs et les travailleuses seront en mesure de reprendre l'entreprise et de produire des biens et des services conformes aux besoins de la communauté.

Il y a eu des grèves générales dans plusieurs pays à différentes époques : dans les Amériques, en Europe, en Asie, en Afrique et en Australie. Si la plupart de ces grèves ont permis de remporter des gains limités, une grève générale pose également la possibilité d'une révolution, surtout si elle s'étend à plusieurs villes ou à toute une région. Quand les travailleurs et les travailleuses gèrent la ville ou la région, même pour un temps, lorsque les conseils ouvriers remplacent l'État, que les travailleurs et les travailleuses patrouillent la ville au lieu de la police et que les lieux de travail produisent afin de répondre aux besoins des travailleurs et des travailleuses, cela suggère une forme de société différente. En définitive : pourquoi ne nous débarrassons-nous pas de l'État et du capitalisme?

Au cours des dernières années, les travailleurs et des travailleuses ont subi nombreuses défaites que leurs rares victoires ne parviennent pas à faire oublier. Ils et elles n'ont pas confiance en leur propre pouvoir. Plus que tous les discours radicaux, c'est d'une grève générale réussie dont nous avons besoin afin de démontrer en pratique que nous avons le pouvoir de changer le monde.

11. Révolution

Tout mouvement populaire luttant pour établir un pouvoir ouvrier doit être prêt à se défendre. Bien sûr, la classe ouvrière a

déjà une source de pouvoir. Elle a l'habilité d'arrêter l'économie et de la faire renaître sur d'autres bases. Par contre, ce pouvoir n'est pas suffisant pour résister au règne persistant de la terreur physique de l'État. Les travailleurs et les travailleuses doivent être en mesure de résister les armes à la main. Les brigades de défense ouvrières doivent passer du stade de la défense des lignes de piquetage contre les scabs et les fiers à bras pour passer à celui de milices populaires. La défense armée doit être jumelée à un appel à la solidarité lancé aux militaires envoyés contre les travailleurs et les travailleuses. La plupart des soldatEs proviennent de la classe ouvrière et peuvent être influencés par des positions politiques révolutionnaires. Ils et elles sont encore plus susceptibles d'être convaincuEs d'abandonner leur poste si on peut clairement voir que les travailleurs et les travailleuses se battent jusqu'au bout. C'est un acte assez sérieux que de défier les ordres militaires et les soldatEs ne le feront que s'ils et elles ont la certitude de s'en sortir en bout de ligne. Plus la classe ouvrière sera préparée sérieusement à l'autodéfense, moins les chances de se retrouver dans une situation violente seront fortes.

Par le passé, les révolutions violentes n'ont abouti qu'à la création de nouvelles classes dominantes. Loin de suivre cet exemple, nous construisons un mouvement pour l'autogestion de la classe ouvrière, où le peuple en arme est organisé démocratiquement, où l'économie de type communiste est basée sur la maxime: « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Nous désirons détruire l'État, démanteler le capitalisme et toutes les institutions autoritaires pour créer une liberté durable, un monde communiste libertaire.

Nous voulons une révolution sociale qui permettra à toutes celles et ceux à la base de la société de « renverser » leurs maîtres pour gérer eux et elles-mêmes leurs affaires. Si cette société veut survivre, les travailleurs et les travailleuses doivent remplacer le capitalisme par une fédération d'industries et de communautés autogérées où la production sera basée sur la réalisation des besoins de l'humanité et non sur l'accumulation de profits.

Sous le capitalisme, les travailleurs et les travailleuses sont l'une des composantes de la production de plus-value qui est volée de notre travail et accumulée par les capitalistes. Dans une société communiste libertaire, la production sera organisée sur la base des besoins exprimés, sans qu'il y ait de plus-value. Cette production commu-

niste libertaire ne peut être réalisée que par la coopération de l'ensemble de la communauté. Il ne peut exister de lieu de travail communiste libertaire isolé du reste de la société. Si nous voulons réorganiser la production, nous devons également réorganiser la société sur de nouvelles bases. Tel est le sens de notre action.

(texte adopté pour fin de discussion au neuvième congrès de la fédération, les 10 et 11 avril, 2004 à Baltimore. La version finale fut amendée et adoptée au douzième congrès de la fédération, les 4, 5 et 6 novembre 2005, à Sherbrooke, Québec.)

L'INSOUMISSION

Librairie Anarchiste

2033, St- Laurent, Montréal



Livres, revues, brochures et journaux

En français-english-español-italiano

Horaire

Lundi :	fermé
Mardi - mercredi :	de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi :	de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche :	de 12h à 18h00

Pour nous joindre : 514-313-3489



Un an après la grève . . .

État des lieux dans le mouvement étudiant

Un peu plus d'un an après la grève étudiante, on n'entend plus beaucoup parler de ce qui se passe chez les étudiant-e-s. Les actions menées cette année n'ont eu que peu de couverture médiatique, et d'un œil extérieur, on pourrait bien croire que le mouvement étudiant n'est qu'un rêve du passé. Pourtant, il en est tout autrement.

L'après grève est précisément un moment de réflexion, de remise en question et de consolidation. Plusieurs campagnes d'affiliation et de désaffiliation ont eu lieu au cours de la dernière année et les frictions entre la gauche et la droite n'ont pas manqué de faire rage. Alors que du côté de la FECQ/FEUQ (1) on s'accorde tous les bénéfices de la grève (que l'on considère comme une victoire totale), il reste encore chez l'ASSÉ (2), qui avait préparé seule cette grève, le goût amer de s'être fait récupérer pour en finir avec une entente à rabais qui n'a même pas atteint le statut quo.

L'année scolaire s'achevant sous peu, l'heure est maintenant au bilan. Si du côté des actions, rien n'est vraiment resplendissant tant à gauche qu'à droite, c'est du côté des affiliations et des restructurations que le mouvement étudiant a été actif, et là-dessus, l'ASSÉ a fait un pas de géant alors que les adeptes de la mollesse crasse à la FECQ/FEUQ ont stagné, voire régressé.

Du côté de la FECQ, l'année a été marquée par plusieurs conflits internes portant principalement sur la culture du secret qui y règne et l'absence de réelle démocratie, ce qui a mené à plusieurs scandales.

La médiatisation du mouvement étudiant l'année dernière a mis en lumière un autre mode de fonctionnement que la démocratie représentative, ce qui a fait naître un nombre considérable de critiques à l'intérieur de la fédération. Toutefois, force est de constater que c'est à un mur que l'on a parlé ! Au lieu d'engager une véritable réflexion, la FECQ fait porter le blâme de cette dissidence à l'ASSÉ (3) et se refuse à publier les critiques qui lui sont formulées (4). Pire, lors d'une discussion autour d'une bière, des exécutant-e-s d'assos FECQ ont renversé une décision de congrès d'avoir un forum de discussion et ont invité les membres de la FECQ à boycotter le seul forum étudiant national restant, celui de l'ASSÉ. Lorsqu'il lui est impossible de censurer les critiques, la FECQ les ignore, ce qui rend tout espoir de changement dans un futur rapproché plutôt vain...

En fait, malgré les quelques semblants de restructurations qui ont eu lieu cette année, pour se donner un semblant de transparence et de démocratie, la FECQ n'a pas avancé d'un pas en ce sens ! Elle continue de gonfler son membership en incluant en son sein des assos non membres (5). De plus, elle n'a nullement cessé

d'œuvrer dans le secret (6), l'exécutif national a encore et toujours une liberté d'action presque sans limite, etc. Mais les étudiant-e-s ne sont pas tous et toutes dupes, et malgré sa prétention d'être « la seule organisation capable de défendre les droits et intérêts des étudiants collégiaux » (7), la balance des affiliations/désaffiliations cette année n'a pas vraiment été de son côté ! On compte cette année à la FECQ deux nouvelles affiliations, soit l'AGECAT (Rouyn Noranda) et AGECS-I (Sept-Îles) contre deux désaffiliations au cégep de Terrebonne et à l'ITHQ.

Du côté des actions et sorties médiatiques, le bilan n'est guère plus reluisant... Elles se sont en général soldées par des échecs, pour différentes raisons. Sa présence aux consultations publiques du gouvernement Charest (stratégie d'action jeunesse) a été des plus inutiles, l'alliance avec différents groupes « jeunes » de droite pour demander le remboursement de la dette a soulevé l'indignation de différentes associations membres et la FECQ a dû s'en retirer, les pressions pour les transferts fédéraux sur le gouvernement Martin ont été une perte de temps en raison du changement de gouvernement. Et que dire de la campagne pour inciter les jeunes à voter... Malgré l'inefficacité de cette stratégie par le passé, la FECQ a quand même récidivé. Peut-être Stephen Harper est-il un autre de ces « gains FECQ » ! La seule initiative valant la peine d'être saluée est sans doute la mobilisation faite pour amener les étudiant-e-s à la manif du 3 décembre à propos des changements climatiques, qui, sans avoir été la hauteur des prévisions, a quand même réussi à rassembler quelques centaines d'étudiant-e-s d'assos FECQ.

Pour le reste, la FECQ s'est montrée fidèle à son habitude, entretenant plus de

liens avec la haute politique qu'avec ses membres à la base. La situation est tellement pathétique que la FECQ évalue toujours la pertinence d'avoir un journal étudiant national ! Alors que les problèmes financiers ne sont pas un obstacle lorsqu'il s'agit de payer un salaire aux exécutant-e-s (8), de l'augmenter au delà de ce que les bourses aux permanent-e-s d'associations nationales prévoient ou de leur payer un local à un prix exorbitant, quand il est question de tisser des liens avec les membres de la base, le spectre du déficit financier fait inévitablement surface. Au fait, tout indique que la FECQ n'a aucune intention de sortir un jour du cadre de la démocratie parlementaire. Une récente décision de congrès montre bien à quel point la FECQ est satisfaite de son mode de fonctionnement. Il fut voté « que la FECQ conserve son actuelle approche concernant la représentativité des délégations, si ce n'est d'insister pour que les délégués soient élus ou encore délégués officiellement par les associations membres ».

Du côté de la FEUQ, son cas n'a pas été aussi publicisé dans les différents médias étudiants, mais sa situation ne semble guère être beaucoup plus reluisante que celle de la FECQ. Ses actions ont été sensiblement les mêmes que celles de la FECQ, notamment pour les campagnes pour le vote étudiant, la stratégie d'action jeunesse et la coalition «jeunes pour le remboursement de la dette», qui ont été menées conjointement. Toutefois, contrairement à la FECQ, la FEUQ ne s'est pas retirée de cette coalition, même après qu'un des membres ait publiquement prôné le dégel des frais de scolarité pour parvenir à cette fin.

Du côté des affiliations et désaffiliations cette année à la FEUQ, si le bilan en terme d'association membre n'est pas catastrophique avec un déficit d'une association seulement, il est à noter que sur le plan du membership, ce fut un coup dur. La FEUQ a cette année perdu la CADEUL, un sous-regroupement représentant quelque 27 000 étudiant-e-s de 80 associations étudiantes facultaires de l'Université Laval...

C'est du côté de l'ASSÉ, la seule association nationale combative et directement démocratique, que le bilan est le plus positif. Malgré un comité exécutif réduit à seulement trois personnes, elle a réussi à grossir considérablement son membership, avec l'affiliation des cégeps de Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Marie-Victorin et Joliette, en plus de FX-Garneau et Saint-Jérôme qui s'étaient joint après la grève l'année dernière. Avec ces affiliations, elle rejoint maintenant la FECQ en terme de membership avec environ 36 000 membres réels. L'ASSÉ a mit l'accent cette année sur la

consolidation de l'organisation, travaillant notamment à l'élaboration d'une plateforme écologique, en plus de tisser des liens entre les comités femmes et environnements aux différentes assos.

Mais si l'ASSÉ a bien réussi à consolider son organisation et à la renforcer à divers niveaux, le bilan est un peu moins positif sur le plan de la mobilisation et des actions menées. Elle a entrepris une campagne de consultation sur l'aide financière aux études qui n'a obtenu que très peu de répondant-e-s, une manifestation organisée pour souligner le premier anniversaire de l'appel à la grève générale illimitée n'a entraîné la participation que de 300 ou 400 personnes et la solidarité face au mouvement syndical aurait pu être beaucoup plus forte, lorsque le gouvernement Charest a eu recours à une loi spéciale pour faire rentrer les syndiqué-e-s au travail. Toutefois, plusieurs circonstances ont rendu cette solidarité très difficile. La loi ayant été décrétée le 15 décembre, en fin de session, cela rendait beaucoup moins probable les possibilités de grèves de solidarité étudiante et l'indifférence des centrales syndicales face à leur propre sort, en dehors des discours creux, n'était pas là pour aider. Toutefois, il est intéressant de mentionner l'initiative d'un *Ultimatum Express* (9) « exclusivement dédié à informer la population étudiante sur les enjeux des négociations syndicales ». Du côté des luttes féministes, on doit souligner la participation de l'ASSÉ dans la mobilisation pour la manifestation contre le congrès anti-choix qui s'est tenu à Montréal, ainsi que l'information qui fut distribuée aux étudiant-e-s concernant la question des femmes, notamment par la publication d'un *Ultimatum Express* pour le 8 Mars, en plus de la section femme qui se retrouve dans chaque numéro régulier de son journal *Ultimatum*.

Si l'envergure des actions du côté de l'ASSÉ n'a pas été aussi resplendissante qu'on aurait pu le souhaiter cette année, tout spécialement lorsqu'on a encore en tête la mobilisation de l'année dernière, le travail de base a quand même été bien accompli, soit d'informer la population étudiante sur les différents sujets la concernant. Malgré les faibles cotisations d'un dollar par membre (comparé à 2,50\$, pour cette FECQ trop pauvre pour avoir un journal !), l'ASSÉ termine l'année avec la publication d'une revue, deux journaux et trois *Ultimatums express*...

Loin d'être exhaustif, le bilan qui précède est un résumé rapide de l'année 2005-2006. Toutefois, on peut en tirer des conclusions positives en voyant la recrudescence du syndicalisme étudiant de combat au Québec. L'histoire nous a mon-

tré à maintes reprises que la force de tout mouvement réside dans la capacité à mobiliser la base et non dans la solidité des liens entre quelques représentants et les gouvernements. Voilà maintenant plus de quinze ans que les fédérations étudiantes (FECQ/FEUQ) ont remplacé le mouvement étudiant combatif, quinze années pendant lesquelles le mouvement étudiant ne s'est battu que défensivement en plus d'aller à reculons. Il n'y a plus qu'à souhaiter et se battre pour que l'année prochaine soit aussi positive que celle-ci pour le renforcement de la gauche étudiante et s'organiser pour que la prochaine mobilisation de masse soit celle qui sonnera le glas des fédérations étudiantes et de leur corporatisme puant, pour que revienne enfin le mouvement étudiant uni, fort et combatif qui a autrefois existé.

S.B. (Saint-George)

Liens utiles :

-www.asse-solidarite.qc.ca

-<http://www.rocklafecq.info/>

-<http://sans-feuq.org>

1) : Fédération étudiante collégiale du Québec et Fédération étudiante universitaire du Québec

2) : Association pour une solidarité syndicale étudiante

3) : Dans son bilan annuel 2005-2006 (http://www.rocklafecq.info/Outils/rapport_annuel_2005-2006.pdf), la FECQ affirme qu'« elle a dû affronter un mini-scandale commandé de l'extérieur pendant quelques jours au mois de janvier. » Or, bien que le nom « ASSÉ » ne soit pas nommé, il est assez évident que c'est ce à quoi elle fait référence...

4) : Une proposition pour "Que les critiques constructives à l'endroit de la Fédération soient publiées." a été battue au congrès de Jonquière

5) : Et même une association étudiante (AGECRA) qui n'existe plus !

6) : Outre les documents de nature financière qui sont réservés à l'usage exclusif des membres (ce qui veut dire : aux exécutant-e-s d'assos membres), « les documents utilisés dans le cadre des Commissions réservées aux membres sont réservés à l'usage exclusif des membres ».

Les procès verbaux de toutes instances ne sont accessibles qu'aux personnes présentes lors des assemblées dont il est question, les commissions des affaires institutionnelles (CAI), instances où les points relatifs à la régie interne de la FECQ sont discutés, sont tenues à huis clos, les procès-verbaux des assemblées du Conseil exécutif sont disponibles pour consultation seulement lors des CAI, donc aussi confidentiels, le bottin des associations étudiantes est disponible sur la page Web de la FECQ, mais seulement dans la section membre, où seul-e-s les exécutant-e-s d'associations membres ont accès... Même une partie des cahiers de positions est réservé à l'usage exclusif des membres, soit le Bloc A du Cahier des affaires institutionnelles.

7) : tiré mot pour mot du bilan annuel 2005-2006

8) : À partir de l'année prochaine trois exécutant-e-s nationaux seront payé-e-s à même les cotisations puisque le nombre de membres à la FECQ n'est pas suffisant pour avoir assez de bourses du gouvernement.

9) : Ultimatum est le nom donné aux publications de l'ASSÉ, l'Ultimatum express servant aux numéros spéciaux

« Ainsi squattent-elles »

Une nouvelle initiative féministe libertaire voit le jour à Québec

Un groupe de militantes féministes libertaires de Québec a récemment décidé de monter un nouveau projet : « Ainsi squattent-elles ». Cette émission de radio hebdomadaire sera diffusée tout au long de l'été sur les ondes de Radio Basse-Ville (1). Nous avons rencontré quatre membres du collectif, Marie-Hélène, Véronique, Joelle et Évelyne, pour qu'elles nous parlent plus en détail de cette initiative.

Vous avez décidé de privilégier la radio pour exprimer vos idées et la non-mixité comme mode d'organisation. Qu'est ce qui a motivé ces choix ?

On est plusieurs à avoir fait de la radio au cours des dernières années. Ce projet d'émission nous amène à en faire différemment. Contrairement à l'écrit qui prend souvent une large place dans nos vies, que ce soit au travail ou dans nos études, la radio permet une prise de parole plus directe et plus souple. On n'avait pas le goût de former un collectif non-mixte où passerait l'essentiel de notre implication politique. Nous sommes pour la plupart déjà impliquées dans différentes luttes. Par contre, le fait de créer un espace non-mixte est une réponse à une certaine frustration avec les rapports de genre auxquels nous sommes confrontées dans d'autres collectifs. Ce n'est pas la première fois que nous mettons sur pied ce genre d'initiative. Il y a deux ans, nous étions plusieurs à s'être réunies dans une assemblée générale des féministes libertaires de Québec. Il faut bien le dire, les porte-étendard du mouvement libertaire sont souvent masculins. Avec l'émission de radio, on veut prendre la parole et permettre à d'autres femmes de le faire également. Mais au delà de tout ça, il y a aussi le plaisir de se retrouver entre nous. Ces moments de « social », moins formels que les réunions, sont aussi devenus très importants.

Vous êtes plutôt nombreuses dans le collectif (une douzaine de personnes) et vous provenez d'horizons divers. Est-ce que ça pose un défi particulier ?

C'est vrai qu'on n'est pas nécessairement impliquées dans les mêmes luttes. On a des expériences différentes, y compris au niveau de la radio. Certaines n'en ont jamais fait tandis que d'autres animent des émissions sur une base hebdomadaire. Il faut aussi concilier les champs d'intérêt pour que chacune se retrouve dans « Ainsi squattent-elles ». Mais au delà de ça, il y a

la question de la prise de parole qui demeure présente et qui pose un défi, même dans un collectif non-mixte. C'est important de débattre collectivement, de sortir du non-dit, de cette tendance à vouloir régler les choses en privé à deux ou trois une fois la réunion terminée. Le danger de tomber dans l'informel, c'est le propre de tous les collectifs. Le fait d'être nombreuses pose aussi le défi de l'auto-apprentissage. On souhaite partager nos savoir-faire, comme par exemple au niveau de la mise en onde de l'émission. Mais va-t-on réussir à le faire pleinement ? On met la barre assez haute, car après tout, on fait un paquet de trucs à part la radio! Mais à date, en tout cas, être douze personnes à travailler sur ce projet au lieu de deux ou trois, c'est vraiment enrichissant.

Quels sont les thèmes que vous souhaitez aborder ?

C'est super vaste. À la base, on ne se restreint pas. Bien sûr, on a le goût d'explorer et de parler de ce qui nous est cher. En gros, l'émission cherche à donner plus de visibilité au développement d'alternatives. On veut parler entre autre de ce qui se fait dans le mouvement des squats en Europe, de l'auto-santé, d'expression artistique, d'auto-organisation (le D.I.Y.), etc. La musique (engagée) va occuper environ 40% du temps de l'émission. On veut prendre le temps de la mettre en contexte, de la faire parler. Nous voulons également utiliser différents modes d'expression pour traiter d'une question, pas juste à travers des arguments. Si on parle de la situation des sans-papier, il y a moyen de puiser dans la musique, la poésie, la littérature pour aborder la question. Par ailleurs, comme c'est aussi une émission estivale, il y aura un petit côté ludique, de l'humour et (pourquoi pas!) des dégustations de cocktails ! Mais on reste, avant tout, une émission politique.

La question de l'autogestion semble être au coeur de votre démarche. Quelle est votre vision à ce sujet ?

On n'a pas fait le débat pour s'entendre autour « d'une » définition de l'autogestion, qui est devenu un terme galvaudé. Pour certaines, l'autogestion veut dire reprendre le pouvoir sur nos vies à défaut d'un autre terme pour mieux décrire ce processus. Ça s'inscrit dans une démarche pour se libérer de l'aliénation et de l'oppression qui peut prendre plusieurs formes, individuelles et collectives. Pour d'autres, c'est une prise en charge des formes de résistance : s'organiser au lieu de se faire organiser. Finalement, il y a aussi une conception plus « matérialiste » où l'autogestion est vue comme une transformation radicale du mode de production (ex : la prise en main d'une usine par les travailleuses et les travailleurs). Même si il y a des divergences de point de vue, on va quand même dans le même sens au niveau du contenu : on se bat pour que de plus en plus de monde aient de plus en plus de pouvoir collectivement sur leurs conditions de vies.

Quel regard portez-vous sur le mouvement féministe à Québec ?

Les manifestations les plus grosses, comme celle du 8 mars, sont souvent monopolisées par les grands regroupements et les syndicats, comme si c'était leur chasse-gardée. Ce contrôle (avec encadrement d'un service d'ordre et consignes très strictes) fait en sorte que la plupart des actions organisées par ce courant ne nous rejoignent pas. On est plusieurs à ne plus aller à ces rassemblements. Quand il y a des femmes qui s'organisent de façon autonome autour d'une lutte, elles se font souvent tasser par ces groupes. Difficile dans ces conditions de trouver sa place. Bien sûr, on est capable de s'impliquer aux côtés de féministes qui ne sont pas nécessairement libertaires. Par exemple, plusieurs membres du collectif ont déjà organisé des manifs avec d'autres féministes radicales, comme « La rue, la nuit : femmes sans peur ». Mais malheureusement, le discours officiel est difficile à dépasser. D'où la nécessité de s'organiser, comme libertaires, sur nos propres bases.

Au-delà de l'émission de radio, pensez-vous donner d'autres suites à votre projet ?

Ça va sans doute déboucher sur quelque chose. Mais quoi ? Ça fait longtemps qu'on désire créer un espace non-mixte comme celui-là. Ce ne sera sans doute pas un collectif à part entière, mais différentes

Suite en page 27



Caracas, 4 millions d'habitants-es

Trois points de vue sur la révolution bolivarienne

Le Venezuela donne l'impression d'un pays en changement. Les réformes à caractère social qu'a entrepris le gouvernement de Hugo Chavez depuis son entrée au pouvoir il y a huit ans et la rhétorique anti-impérialiste et patriotique qui les accompagnent suscitent l'espoir chez certain-e-s et la méfiance chez d'autres.

Ce texte a été écrit à la suite d'un voyage de trois semaines au Venezuela alors que se déroulait le cinquième Forum Social Mondial. J'ai eu la chance d'y rencontrer des Vénézuélien-ne-s de différentes classes sociales et de différents milieux. Je vous présente ici certaines de mes observations à leur sujet.

L'opposition de droite

Le Venezuela est pratiquement en guerre civile « froide ». C'est un des rares endroits de la planète où les riches essaient de vous convaincre de l'imminence de la révolution (parce qu'ils la craignent)! Tout y est politique et polarisé, tout y est prétexte à critiquer le gouvernement ou à l'encenser.

Les rares riches que j'ai rencontré-e-s prenaient un petit air offusqué lorsqu'on les questionnait sur la politique. Après avoir perdu un coup d'état et une demi-douzaine de processus électoraux, l'opposition est

désespérée et désorganisée. Il est plaisant de voir des riches avoir peur : Chavez est un fou, la population qui le suit, des ignorant-e-s. « Ces gens ne sont pas capables d'organiser un pays, ils n'ont pas d'expérience, pas d'instruction. » Une employée d'une compagnie de pétrole a essayé sans rire de nous émouvoir : « Chavez a mis à pieds des centaines de personnes seulement à cause de leurs opinions politiques, parce qu'elles avaient signé la demande de référendum (destiné à le révoquer). Des ambassadeurs, des fonctionnaires, des militaires... ». Si la nouvelle bureaucratie est lente, c'est parce qu'elle est issue des classes populaires. Les pau-

vres sont des voleurs et des voleuses, donc les non-pauvres, des victimes...

Les client-e-s des bars luxueux où on nous a traînés une nuit avaient la peau beaucoup plus blanche que la moyenne. Leurs voitures sont luxueuses selon nos standards, ils/elles mangent et boivent à des prix dix fois plus élevés que dans les quartiers en banlieue où vivent leurs opposants politiques. L'ironie, c'est que les plus riches des riches n'ont peut-être pas tant à craindre que ça du gouvernement...

Les Chavistes

Chavez n'a pas créé la gauche au Venezuela, mais la révolution bolivarienne qu'il présente comme programme l'a rassemblée en grande partie. Ses discours associent le « patriotisme » au socialisme, en prenant appui sur l'histoire et la religion. Les partisan-e-s du gouvernement n'ont pas tous la même idéologie, mais qu'ils ou elles soient socialistes, maoïstes,

féministes, chrétiens, libéraux, adeptes de la révolution de l'amour et de l'ouverture de l'esprit, punks ou humanistes, ils/elles donnent, avec plus ou moins d'espoir, leur confiance à Chavez.

À Caracas, il y a des graffitis pro-Chavez partout sur les murs. De nombreux chantiers de construction sont dominés par de grands panneaux expliquant comment la révolution bolivarienne est en train de reconstruire le pays. À la télévision, le canal 8, le seul qui n'est pas privé et de droite, passe quotidiennement les discours du président. On peut trouver une multitude d'objets avec une photo de Chavez dessus : des tasses, des casquettes, des calendriers, des couvre-lits... La machine d'auto-émulation du gouvernement vénézuélien est si peu subtile, qu'elle peut provoquer la nausée aux nord-américain-e-s habitué-e-s à une relative douceur publicitaire.

Nous avons été accueillis par la communauté du quartier 23 de Enero. Ce « *barrio* » particulièrement politisé de l'est de la ville compte près de 80 000 habitant-e-s. Le nom du quartier fait référence au renversement du dictateur qui régnait sur le pays jusqu'au 23 janvier 1958. C'est à cette date que les militant-e-s contre le dictateur ont pris refuge dans les immenses immeubles d'habitation qui surplombent le quartier. Ces HLM, qui ont joué un rôle crucial dans les combats entre le gouvernement et les révolutionnaires, sont aujourd'hui au centre du quartier que certains appellent « le cœur de la révolution bolivarienne ». On dit que c'est grâce au support des populations pauvres des quartiers comme celui-ci que Chavez a pris le pouvoir en 1998 et l'a gardé depuis.

Nous avons été hébergés pendant une semaine dans la « *chefferie civile* », une ancienne prison reconvertie en centre communautaire. Ce centre est le lieu de réunion de plusieurs dizaines d'associations populaires. On y offre, par exemple, de l'aide légale ainsi qu'un service de médiation civile.

Notre sécurité a été prise en charge par des membres de la milice locale, le Mouvement Révolutionnaire Tupamaro (à ne pas confondre avec les Tupamaros de l'Uruguay). Aucun de nos déplacements à l'intérieur de ce quartier réputé pour sa violence ne devait se faire sans l'accompagnement d'un jeune milicien muni d'un gant noir. Les activités des Tupamaro vont de la régulation de la circulation sur la route principale le matin à la protection de leur communauté contre les forces de répression et ceux qu'ils jugent comme étant des criminels. Leur méthode d'organisation hiérarchisée est restée mystérieuse pour nous, qui hésitions à poser des questions indiscrettes à ce sujet.

Nos hôtes ont mis beaucoup de fierté à nous faire visiter leur quartier. Les réseaux compliqués de ruelles impénétrables en voitures, les petites maisons beiges distribuées irrégulièrement sur les flancs des collines, les hautes tours de guets, nouvellement construites pour surveiller le quartier, mais aussi les effets concrets de certaines politiques du gouvernement : un point de distribution de nourriture quasi-gratuite, un mini centre de santé habité par deux médecins cubains et une école consacrée en partie à l'alphabétisation des décrocheurs et décrocheuses.

Inspirés par l'expérience de Cuba, les chavistas ont construit un système d'éducation

« bolivarien » gratuit afin de lutter contre l'analphabétisme des classes populaires et de concurrencer sur le plan idéologique le système public traditionnel non contrôlé par le gouvernement.

Les classes aux adultes ont lieu le soir dans les locaux où les enfants vont le jour en uniforme. Presque chaque classe est munie d'une grosse télévision et est animée

par une personne facilitatrice. Celle-ci a généralement complété la totalité du parcours éducatif, incluant l'université, et est retournée aider bénévolement les étudiant-e-s de la mission dont elle est issue. La totalité du programme dit « humaniste » est couverte par des cassettes vidéos. Les professeur-e-s professionnel-le-s sont donc évacué-e-s de ces missions éducatives : ce qui a l'avantage de ne coûter presque rien, mais a le désavantage de limiter l'apport critique de connaissances externes au moule préfabriqué.

Dans la première classe que nous avons visitée, le texte récité et affiché par la télévision traitait de Balzac ! Dans la deuxième, le cours portait sur Homère, puis les tragédiens antiques. La composition des classes est étonnamment variée : des jeunes adolescent-e-s, des retraité-e-s, des amoureux enlacé-e-s, des mères avec leurs bébés... L'une d'entre elles, accompagnée de trois enfants, partageait la prise de note avec sa plus vieille, dans le même cahier. Dans la classe la plus avancée, où il n'y avait plus de télévision, le facilitateur semblait jouer un rôle encore plus effacé que dans les autres classes. Un des étudiants l'a d'ailleurs interrompu pendant son très long discours de bienvenue, jugeant avec raison qu'il avait mieux à dire. L'homme d'à peu près trente ans a exprimé pendant plus de 20 minutes sa colère face à la propagande des médias de l'opposition au sujet des *barrios* pauvres et de leurs habitants. « Nous ne passons pas nos nuits à nous entre-tuer et nous voler. Vous le voyez ce soir : nous étudions, c'est ça la révolution. On veut s'instruire pour ne plus se faire traiter comme des merdes. Oui, il y a des milices armées ici, des dizaines juste à Caracas. Ça fait peur une communauté qui s'organise. »

Suite au coup d'état manqué de 2002, Chavez a entrepris d'armer la population qui le soutient. Des douzaines de milices, dont certaines, comme celle du 23 de Enero, fanatiquement pro-Chavez, possèdent des mitraillettes, des bazookas, des grenades... Les *barrios* qu'ils surveillent sont à flanc de montagne et souvent accessibles que par quelques routes étroites. Il serait maintenant très difficile de prendre par la force ces quartiers qui entourent le centre de Caracas.

L'opposition de gauche

Certains estiment que la popularité du gouvernement diminue en ce moment. Plusieurs personnes que j'ai rencontrées attendaient plus de Chavez que ce qu'il a

Photo Alexis Beaudet



fait jusqu'à présent. On trouve louche que les familles les plus riches du pays continuent à contrôler les terres et les industries. À partir des fenêtres de certaines maisons pauvres sans eau courante, on peut toujours voir les piscines et les terrains de golf des quartiers huppés de la vallée. Beaucoup ont la volonté d'aller de l'avant vers la réappropriation des richesses injustement distribuées et contrôlées. Mais le gouvernement ne laisse pas les travailleurs et travailleuses récupérer les secteurs importants de l'économie du pays (énergie, communication, transformation...) et les quelques industries expropriées le sont souvent au profit de l'état. Chavez se défend avec des arguments stratégiques : il ne faut pas faire peur au capital international, le boycott du Venezuela signifierait la mort de la révolution...

L'homogénéisation de la gauche, sa centralisation autour du parti et de ses politiques, nuit à l'organisation de base et spontanée. Nous l'avons vu avec la déconfiture du Forum Social Mondial : la hiérarchisation absurde et la centralisation de l'implication politique n'a pas été très efficace. Toutes les facettes de l'organisation du FSM étaient contrôlées par un petit groupe fermé de personnes. L'implication volontaire et externe était interdite. Résultat : la majorité des ateliers ont été annulés, ont commencé plusieurs heures en retard, étaient impossible à trouver, n'étaient pas traduits... Ce qui fait contraste avec l'organisation participative et efficace du Forum Social Alternatif organisé, entre autres, par des anarchistes du Venezuela, de la France et des États-Unis.

Les anarchistes autour de la revue El Libertario (et de la Commission des relations anarchistes (CRA)) nous informent sur certains effets négatifs du gouvernement de Chavez pour la population du Venezuela. Pratiquement les seuls quartiers qui reçoivent de l'aide sont ceux qui ont voté pour Chavez. La distribution de nourriture, les soins de santé et l'éducation ne changent pas les structures d'exploitation capitalistes : les masses pauvres le restent et les grandes compagnies font de l'argent comme il y a huit ans. Les intérêts de l'état vénézuélien concernant l'exploitation des ressources naturelles entrent en contradiction avec ceux de plusieurs communautés autochtones. L'environnement souffre des politiques énergétiques (les moteurs tournent en permanence à cause du très faible prix de l'essence). Le gouvernement a le feu vert pour faire ce qu'il veut, la mobilisation populaire spontanée et indépendante étant à son point mort.

La répression contre la critique à gauche du gouvernement et contre les anarchistes en particulier semble plus intense au Venezuela qu'ici. Chavez dénonce régulièrement dans ses discours les anarchistes et les associe systématiquement aux « terroristes » ou à la CIA. Pourtant, cette occultation de la critique ne pourra durer indéfiniment et Chavez devra bientôt retourner sa veste ou répondre aux attentes des masses sous peine de perdre sa plus grande force : l'appui du nombre.

Conclusion

D'un côté, un anarchiste qui donne sa vision critique de l'état vénézuélien. De l'autre, un étudiant de l'école bolivarienne, qui dit que s'il avait la chance de prendre une balle à la place de Chavez, il le ferait... Ces deux camarades qui s'engueuleraient probablement assez énergiquement s'ils en avaient la chance, consacrent leurs vies à s'impliquer dans leur communauté, à essayer de s'organiser avec leurs semblables.



Au Venezuela comme ici, l'implication des gens dans leur communauté porte fruit. Ce n'est pas le gouvernement qui est responsable de l'auto-organisation des collectivités, il peut en favoriser l'émergence en ne la réprimant pas, mais il peut aussi devenir responsable de son étouffement s'il canalise le mouvement social dans les bornes de ses politiques.

*Flap
(Sherbrooke)*

Liens

Le périodique El Libertario : <nodo50.org/ellibertario>.

La page du quartier 23 de Enero : <el23.net>.

Suite de «Ainsi squattent-elles»

initiatives vont peut-être voir le jour de cette façon. Le fait de mieux se connaître les unes les autres permet de l'imaginer. Le processus ne fait que commencer... À suivre !

Propos recueillis par Michel Nestor

(1) CKIA, la radio la plus à la gauche sur la bande FM ! Vous pouvez écouter en direct l'émission « Ainsi squattent-elles » le mercredi à 18h00 en syntonisant le 88,3fm à Québec ou sur le site web www.meduse.org/ckiafm

Sur les traces de l'anarchisme au Québec

Sixième partie : les années '50

Pour la gauche nord-américaine, les années '50 sont associées à une longue traversée du désert. Au Québec comme ailleurs, la fièvre anti-communiste et la chasse aux sorcières reprennent de plus belle. Le régime Duplessis exerce toujours sa domination sur la société. Mais dès la fin des années '40, une partie du mouvement ouvrier se révolte contre les multinationales qui les exploitent. En 1949, les mineurs d'Asbestos et de Black Lake mènent une lutte très dure contre leurs employeurs. Cette grève attire l'attention du groupe français « Socialisme ou Barbarie ». Les membres de « Socialisme ou Barbarie » sont à l'origine assez proches des thèses de la gauche communiste. Ils sont en contact avec un « groupe trotskiste » au Québec, animé probablement par le syndicaliste Jean-Marie Bédard. Toutefois, « Socialisme ou Barbarie » évoluera au cours des années '50 vers une perspective anti-autoritaire assez proches des thèses communistes libertaires. Tout en soulignant que les revendications des travailleurs de l'amiante ne sont pas « révolutionnaires », l'auteur de l'article ne manque de souligner le fait que ce sont des syndicats catholiques qui sont à l'origine du conflit. Ce processus de radicalisation, qui ne fait que commencer, ira en s'accroissant au fil des ans.

Deux membres de « Socialisme ou Barbarie », Roland Eloi et Pierre Lanneret, émigrent au Québec au début des années '50. À en croire des acteurs de la gauche libertaire montréalaise, Eloi et Lanneret ne semblent pas avoir eu de contacts directs avec les autres individus et groupes anti-autoritaires présents à la même époque. Plus que jamais, l'isolement semble être devenu la règle.

Les chemins de l'exil

Même si la guerre est terminée depuis plusieurs années, des réfugié-e-s continuent d'affluer d'Europe dans le port d'Halifax. Les hostilités ont déraciné des milliers de personnes qui n'ont nulle part où aller. Une organisation internationale d'aide aux réfugié-e-s créée par les Nations-Unies (l'IRO – « International Refugee Organization ») leur offre le voyage en Amérique où l'on cherche de la main d'œuvre bon marché. C'est dans ce contexte qu'arrive au Québec un groupe de militant-e-s anarcho-syndicalistes originaires d'Espagne. Membres de la « Confederacion

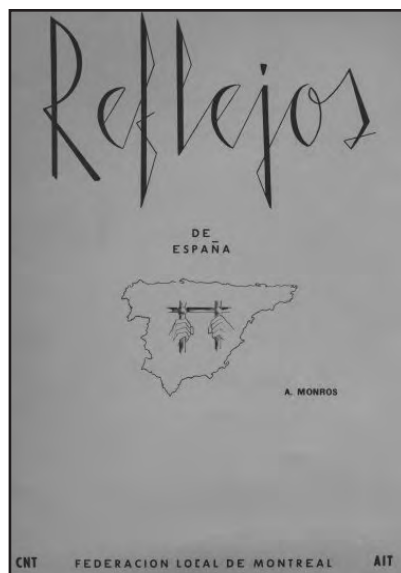
Nacional del Trabajo » (CNT), ces dernier-e-s viennent pour la plupart du sud de la France, où ils/elles ont connu les camps de concentration après la défaite aux mains des fascistes. Tant bien que mal, les anarcho-syndicalistes y ont reconstitué des branches de leur organisation. Ces militant-e-s révolutionnaires feront de même à leur arrivée ici.

C'est par train qu'on les amène de Halifax jusqu'à Québec, où les immigrant-e-s sont trié-e-s, puis orienté-e-s vers des employeurs potentiels. Si certains choisissent de s'installer à Québec (tels les trois frères Bastida et leurs parents), la majorité se dirige à Montréal. C'est le cas d'Enrique Castillo et d'Elvire Hernandez. Avec leurs deux enfants, âgés de 16 et 12 ans, ils s'établissent dans la Métropole en 1953 après avoir passé un an à Jonquière où Castillo s'est d'abord trouvé du travail au Canadien National dans l'entretien des wagons. À Montréal, Castillo participe activement à la Fédération locale de la CNT qui regroupe une quarantaine de

membres. Comme il a occupé la fonction de secrétaire d'une section de métallos affiliée à la CNT pendant les années '30 à Barcelone, puis dans un groupe à Montauban (France), ses compagnons lui demandent de prendre le même mandat ici.

Les activités de la « Fédération locale » pendant les années '50 prendront plusieurs formes. Le premier objectif du groupe est de maintenir vivante la flamme de la révolution libertaire et de garder un lien avec les activités de la CNT en exil basée à Toulouse. Une demi-douzaine de militant-e-s s'occupent de la section locale de « Solidarité internationale antifasciste » (S.I.A.). On retrouve parmi eux Francisco Rebordosa et Alfredo Monros. D'après les souvenirs du fils d'Enrique Castillo et d'Elvire Hernandez, Nardo Castillo, Rebordosa était « le prototype du militant anarchiste, transporté par ses idées ». Pendant de nombreuses années, on pouvait le voir à des événements publics avec sa table de littérature. Selon Castillo, « Rebordosa était resté traumatisé par la guerre civile, tout particulièrement le souvenir de ses camarades mort-e-s au front. Inlassablement, il répétait : il n'y a pas de cause qui vaille la mort d'un être humain ». Pour sa part, Alfredo Monros est alors considéré comme « l'artiste » du groupe montréalais. Ses dessins servent régulièrement à illustrer les tracts et brochures publiés par les membres de la CNT. Un recueil de ses œuvres sera d'ailleurs publié par la Fédération locale. On y retrouve la douleur de la mort, la détresse de tout laisser derrière soi, la lutte infatigable contre la barbarie fasciste.

Le cœur du travail accompli par les membres de la CNT à Montréal sera de structurer au Québec l'opposition à Franco. C'est ainsi qu'en 1955 est créée la Liga Democrática Española, qui regroupe des militant-e-s de différentes tendances politiques anti-franquistes. L'organisation compte environ 80 membres, dont une majorité d'anarchistes. La « Ligue » publie à partir de 1959 un journal mensuel, « Umbral », qui est édité au domicile d'Enrique Castillo. Ses membres fréquentent assidûment le Centre espagnol sur la rue Peel, un local ouvert par un militant de



Page couverture du recueil d'Alfredo Monros

l'UGT (1), Adolpho Iglesias : « cet homme étonnant, à la bonhomie naturelle, était un démocrate dans l'âme. Il aidait les gens qui sautaient des navires marchands pour fuir leur pays. Ces réfugié-e-s aboutissaient au Centre espagnol, qui servait souvent de point de chute » (2). Plusieurs actions sont organisées au fil des ans contre les manoeuvres du consul espagnol à Montréal afin de réhabiliter le régime. C'est ainsi que les membres de la « Ligue » débarquent à l'Université de Montréal pour y dénoncer une soirée de théâtre organisé par les « factieux ». Comble d'ironie, on y présente une oeuvre de Federico Garcia Lorca, un dramaturge espagnol assassiné par les troupes de Franco en 1936... Les anarchistes produisent un tract rétablissant les faits historiques qu'ils/elles remettent aux spectateurs/spectatrices présent-e-s. L'action se termine par l'intervention de la police.

Un choc culturel et politique

Dès leur arrivée au Québec, « les militant-e-s anarchistes sont frappé-e-s par l'omniprésence de l'Église, elle qui avait été l'ennemie numéro 1 en Espagne » (3). Celles et ceux qui ont des enfants doivent les envoyer à l'école catholique, même si ils/elles sont athées. Après avoir connu les affres de la guerre et des camps en France, plusieurs sont soulagé-e-s de voir une certaine régularisation de leur statut. Si les papiers ne posent plus problème, la survie reste toujours une préoccupation centrale. Comme la majorité des immigrant-e-s, les anarchistes espagnol-e-s débarquent avec à peine quelques dizaines de dollars en poche. Certains vont travailler sur la construction, dans l'industrie lourde, dans les manufactures. D'autres vont devenir bûcherons, serveurs ou boulangers. Des métiers difficiles où les militant-e-s anarcho-syndicalistes se frottent pour la première fois au syndicalisme nord-américain. Et c'est le choc ! « Ils venaient d'une école où l'on défendait le syndicalisme les armes à la main », précise Nardo Castillo. Ici, à cause de la formule du « closed shop », on leur impose une affiliation syndicale qu'ils/elles n'ont pas choisi. Le mouvement ouvrier pratique alors un syndicalisme « d'accommodement » avec les patrons, à mille lieux de ce que les libertaires ont connu en Europe. Plusieurs lutteront avec acharnement contre le dirigisme de la bureaucratie syndicale.

C'est notamment le cas d'Anna Delso. Anna a quinze ans lorsque éclate la révolution en 1936. À Madrid, elle rejoint un regroupement de femmes libertaires, les

« Mujeres Libres » qui fait un travail de terrain dans les quartiers populaires tout en menant une lutte contre l'oppression patriarcale : « elles ont dit : la cause des femmes, c'est tout de suite ou jamais. Nous avons pris la place qui nous revenait de droit. Moi, j'avais 16 ans et j'étais secrétaire de la Fédération des femmes libres. Je savais à peine écrire et je rédigeais déjà des articles sur les femmes libres, les femmes libertaires. Je donnais en exemple les grandes révolutionnaires russes, comme Emma Goldman » (4). Après la défaite du camp révolutionnaire, elle quitte l'Espagne pour la France où elle passe près de douze ans dans la clandestinité et la précarité.

Arrivée à Montréal en 1951, elle se trouve du boulot dans l'industrie du vêtement où elle travaille pendant 26 ans. Avant d'arriver à Montréal, elle ne connaît rien du Québec : « j'ignorais jusqu'à l'existence d'un pays ou d'une ville de ce nom. Ma famille et moi sommes venues ici parce que nous parlions français (...) nous n'avions rien, la situation des immigrés était difficile. Nous avons donc fait comme les marins, nous sommes partis au gré du vent. (...) Je venais ici pour survivre et gagner ma vie. Je n'y suis venue avec aucun espoir révolutionnaire. Je voulais vivre en attendant que le fascisme espagnol s'effondre » (5). Le syndicalisme qu'elle trouve ici est aux antipodes de celui qu'elle a connu en Espagne. Anna est horrifiée par ce qu'elle découvre. La corruption des dirigeants, les détournements de fonds, le connivence avec les patrons et le régime Duplessis font partie intégrante du système : « j'ai eu des bagarres terribles avec le syndicat dont j'étais membre, l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames (UIOVD). (...) Je les dérangeais tellement que je me suis retrouvée sur la liste noire » (6).



Le dernier sursaut de la bête, Alfredo Monros

La fin d'une époque

Si Anna Delso poursuit au Québec un engagement social et politique (notamment au sein du mouvement féministe, puis du mouvement anarchiste pendant les années '70 et '80), la plupart des membres de la Fédération locale de la CNT resteront en retrait des débats qui traversent la société québécoise. Les libertaires espagnol-e-s se retrouvent face à un contexte social qui se situe à des années lumières de la révolution qu'ils/elles ont vécu. Qui plus est, la mouvance anarchiste peine à s'y développer.

Ce qui reste du groupe automatiste continue néanmoins sur la voie tracée par le Refus global (7). Peu à peu, Paul-Émile Borduas tourne le dos à l'engagement public. C'est le poète et dramaturge Claude Gauvreau qui prend l'initiative de rassembler ceux et celles désirant poursuivre la lutte. Au début des années '50, plusieurs actions d'éclat sont organisées par ces « rebelles », lesquelles visent directement le conservatisme des institutions artistiques et sa fermeture à l'art vivant. Leur « campa-

gne d'assainissement contre l'arrivisme bourgeois » est particulièrement virulente. Malgré quelques succès, le groupe va s'étioler au cours des années qui suivent. En 1952, une signataire du Refus Global, l'actrice Muriel Guilbault, se suicide. L'année suivante, Borduas et Ferron quittent le Québec. Reste Claude Gauvreau qui, plus que jamais, continue d'écrire et de maintenir avec flamboyance un esprit libertaire hors limite. Autour de lui se greffent bientôt plusieurs jeunes auteur-e-s, comme la poétesse Janou Saint-Denis. D'après elle, l'influence de Gauvreau et de ses ami-e-s sur le projet anarchiste au Québec « s'est concrétisé dans une culture de vie, de politique et de production artistique dont les traces [seront] visibles dans l'ensemble du mouvement de contestation des deux décennies [suivantes] » (8).

Les anarchistes espagnol-e-s ont-ils croisé les peintres et poètes issu-e-s de la mouvance automatiste au cours des années '50? Si tel fut le cas, ce ne peut être qu'à l'Échouerie. Ce café est alors fréquenté par les membres de la Fédération locale de la CNT de même que par le milieu contre-culturel montréalais, comme du reste quelques autres établissements du centre-ville, dont « la Hutte suisse ». L'anarchiste Alex Primeau est du nombre des habitué-e-s. Il fait partie d'un petit cercle de libertaires francophones qui s'activent tant bien que mal à Montréal. Malgré le l'épais brouillard idéologique qui enveloppe la société canadienne-française, quelques-uns continuent de propager leurs idées. L'un d'eux, Joseph Larivière, est animé d'une passion incroyable pour dénoncer le cléricalisme. Il est en lien avec un groupe new-yorkais qui publie la revue « Freethinker » de même qu'avec Émile Armand, l'éditeur du bulletin anarchiste « l'En Dehors » auquel Larivière s'abonne en 1954. Nardo Castillo, qui a milité à ses côtés, en garde un bon souvenir : « Il s'installait avec une table de revues et de publications qu'il faisait venir de France et les distribuait pour deux fois rien. Tout son salaire y passait : sa cave était pleine de propagande, un vrai capharnaüm! C'était un homme discret, d'une conduite exemplaire, dont la principale satisfaction était de pouvoir semer la merde».

Castillo rencontre également Paul Faure, le libraire anarchiste et correspondant d'Émile Armand. Faure lui vend une copie de « l'Encyclopédie anarchiste ». « J'étais alors très jeune, se rappelle Nardo. Je me souviens encore de son regard, qui fixait les choses ou les gens, soit pour les radio-graphier ou les comprendre intensément. Il faut voir Faure comme un exemple : il a

conservé un discours et une attitude en accord avec ses convictions jusqu'à la fin de ses jours ». Même à un âge avancé, Faure continue de diffuser quelques publications anarchistes de langue française. Toutefois, son moral est au plus bas. Dans une lettre adressée Émile Armand, il se confie : « ici, après plus de trente ans de propagande, je reconnais que le résultat n'est point seulement négatif, mais qu'il y a régression dans l'entendement et le raisonnement des gens. Aujourd'hui, c'est le néant, la mort des idées ». On perd sa trace en 1956. La disparition de Paul Faure marque la fin d'une époque pour le milieu libertaire francophone.

Un autre groupe arrive à Montréal

Si Alex Primeau suit pendant quelques années la trajectoire des automatistes, il tisse également des liens d'amitié avec un groupe d'anarchistes d'origine juive arrivé d'Europe à la même période que les militant-e-s de la CNT. Rescapé-e-s des camps d'extermination nazis, ces militant-e-s sont originaires des pays d'Europe de l'Est. Certain-e-s, comme Eva Schwartz, ont combattu en Russie pour défendre le pouvoir des soviets contre les « rouges » et les « blancs ». D'autres, tel M. Freud, se sont impliqué-e-s dans les mouvements pacifistes radicaux. Malheureusement, nous savons très peu de choses de leurs activités pendant les années '50. Ils et elles ne sont pas les seul-e-s militant-e-s anti-autoritaires à débarquer à Montréal. Des centaines d'ex-membres du Bund (un groupe socialiste juif anti-sioniste) se joignent ainsi à l'Arbeiter Ring entre 1949 et 1951 (9). L'afflux de ces réfugié-e-s permet de donner un second souffle à l'organisation ouvrière juive pendant près d'une décennie.

En conclusion

Les années '50 marquent un tournant dans l'histoire des idées anarchistes au Québec. La génération de militant-e-s d'avant-



À gauche, Alex Primeau. Au centre, Éva Schwartz.

guerre tire sa révérence. Celle qui est apparue après 1945 autour du groupe automatiste peine à s'organiser politiquement. Sa remise en cause de la société ne passe pas par une implication au sein du mouvement ouvrier ou populaire. Pendant que certain-e-s accèdent à une carrière internationale, d'autres s'enfoncent dans « l'underground ». Les anarchistes espagnol-e-s resteront à l'écart des tribulations de ce milieu. Mais contrairement aux libertaires juifs arrivé-e-s au début du siècle, ils et elles n'auront pas d'impact significatif sur le mouvement ouvrier, sans doute à cause de leur nombre beaucoup plus restreint. Il faudra attendre près de 10 ans avant que ne réapparaisse de nouvelles publications d'inspiration libertaires au Québec, portée par une nouvelle vague déferlante, celle de 1968.

Michel Nestor
(Québec)

- (1) Union General de Trabajadores, un syndicat d'inspiration socialiste
- (2) Entrevue réalisée par l'auteur avec Nardo Castillo
- (3) Ibid
- (4) Sroka, Ghila Benesty, « Conversation avec Anna Delso » in *La Parole Métèque*, numéro 12 (Hiver 1990), p. 6-7. Pour en savoir plus sur cette période de sa vie, consultez l'autobiographie d'Anna Delso « Cent hommes et moi : estampes d'une révolution », publiée aux Éditions de la Pleine Lune
- (5) Ibid
- (6) Ibid
- (7) Au sujet des liens entre le groupe automatiste et l'anarchisme, voir le cinquième numéro de *Ruptures* (printemps 2005).
- (8) Anonyme, Le pouvoir de vibrer à l'inattendu (sic) in *La Nuit*, 26 janvier 1981
- (9) Rubinstein, M (1957), A Review of the Past 25 years, Arbeiter Ring, Montréal, p. 7. À propos du Bund et de l'Arbeiter Ring à Montréal, voir le deuxième, troisième et quatrième numéro de *Ruptures*.

Les écrits restent...

Je n'ai jamais eu l'impression, en collaborant à diverses publications anarchistes au fil des ans, d'écrire pour la postérité, de faire l'histoire. Les journaux sont produits plus souvent qu'autrement dans le *rush* et les textes sont prévus pour une consommation immédiate. Les journaux parlent d'ici et maintenant. J'ai donc trouvé très étrange la démarche de Marc-André Cyr qui s'est tapé la lecture exhaustive de plusieurs caisses de vieux journaux et en a fait l'analyse. J'étais curieux de savoir ce qu'un tiers retiendrait de ce qui est une partie intégrale de ma vie depuis presque 15 ans. Le résultat, une espèce d'histoire du mouvement anarchiste québécois à travers ses journaux, est des plus intéressant. Malheureusement, une telle analyse laisse de côté des pans entiers de notre l'histoire –notamment les événements qui ont été réellement importants pour les participant-es et non ceux dont « il fallait parler » – et ne s'intéresse finalement qu'à une espèce bien particulière d'anars : les militant-e-s propagandistes. Qu'ils et elles soient intellectuel-les patenté-e-s ou bien autodidactes, les artisan-e-s de la presse libertaire sont un genre à part, séparé du reste du mouvement jusqu'à un certain point (et souvent détesté). On leur attribue généralement une influence disproportionnée par rapport à la réalité.

L'analyse exclusive du matériel écrit peut porter à faire quelques erreurs d'appréciation. Ainsi, il apparaît clair pour Marc-André Cyr (et aussi pour Francis Dupuis-Déri, qui se livre à une analyse similaire pour le matériel couvrant la période 2001-2006 dans sa postface) que les journaux ont des genres bien typés. Bien sûr, chaque journal a une personnalité propre qu'on peut facilement opposer à celle de ses « concurrents » mais c'est une erreur de les croire figés. Forcément, un journal qui survit à son premier numéro verra le reste de son existence rythmée par les départs et les arrivées de militant-e-s. Les frontières entre les publications sont loin d'être étanches, surtout lorsqu'elles sont d'une tendance politique similaire. Ainsi, des gens de *Démanarchie* ont collaboré à *Rebelles* et à *Hé... Basta!*, des gens de *Rebelles* à *Hors d'Ordre*. Plus récemment, des gens du *Trouble* sont passés à *Cause commune*... et vice-versa. Il est comique de constater que nos analystes notent des similitudes entre certaines publications sans savoir que c'est tout simplement parce que le même monde est impliqué. Si *Rebelles* traitait du MDE et d'antiracisme avec la même analyse que *Démanarchie* c'est que ce sont des gens de *Démanarchie* qui écrivaient ces articles-là; si *Le Trouble* ressemble à *Démanarchie*, ce n'est pas le fruit du hasard (on compte une demi-douzaine d'anciens de *Démanarchie* dans *Le Trouble*); si *Cause commune* lance des chroniques ayant les mêmes titres que celles du *Trouble*, c'est que ce sont les mêmes personnes qui les écrivent, etc. Au delà de la montagne de papier, il ne faudrait pas oublier que tout ce monde là participe d'un même petit mouvement, que les gens se connaissent, sont souvent ami-e-s, coloc, amant-e-s ou alors s'haïssent cordialement.

D'après Marc-André Cyr, les journaux de la période étudiée (1976-2001) font de la triple bataille contre le capitalisme, l'État et le patriarcat le cœur de leur lutte. C'est ce qui les distingue comme une presse libertaire et non simplement « de gauche ». À côté de ces grands thèmes, d'autres sujets sont également développés, comme l'antiracisme et l'écologie, lesquels, tout en étant importants, sont moins centraux. L'analyse systématique du contenu des journaux permet de mettre en lumière certains phénomènes intéressants. Ainsi, bien que tous les journaux font de la lutte contre le patriarcat un axe central, « en fait, les seuls à être relativement en accord avec leurs positions féministes sont *Démanarchie* et *Rebelles*, qui publient de nombreux articles, des éditoriaux et des dossiers sur la question » (alors que les autres ne publient que de rares textes théoriques, voire n'en traitent pas du tout). Or, du lot, *Démanarchie* et *Rebelles* sont les deux journaux les plus classiquement lutte-de-classistes (voir ouvriéristes), les seuls à avoir été jamais accusés de négliger les questions autres que la question sociale, les seuls à avoir été accusés de n'être au fond que des « journaux de gars ». Curieusement, Francis Dupuis-Déri constate le même phénomène : à part les anarcho-féministes, seul-e-s les anarchistes sociaux, les socialistes et les communistes libertaires traitent de féminisme de façon régulière (*Ruptures* se trouvant juste derrière *Les Sorcières* pour la période 2001-2006). Comme quoi les monomaniaques ne sont pas toujours là où on le pense !

Une note pour Francis Dupuis-Déri (et les autres)

Il y a quelques tournures de phrase dans ta postface au livre de Marc-André Cyr qui me chicotent. Par exemple, pourquoi parles-tu de *Cause commune* comme d'un « petit journal »? *La mauvaise herbe* ou *Anarkhia* sont photocopiés et ont un format physiquement plus petit... Pourquoi dis-tu que « selon la NEFAC » *Cause commune* est tiré à 3 000 exemplaires alors que tu présentes comme un fait le tirage du *Trouble* (qui, d'ailleurs, est passé de 2000 à 1500 puis à 1000 copies au rythme des démissions)? Finalement, *Ruptures* n'est pas la « voix officielle de la NEFAC ». C'est, nuance importante, « la revue de la NEFAC ». Le but de *Ruptures* n'est pas de présenter « le point de vue du parti » en tout et sur tout. Premièrement, nous ne sommes pas un parti ! Deuxièmement, la revue nous sert à confronter des analyses et faire des débats. *Ruptures* participe à notre processus d'unité tactique et théorique, elle n'en est pas le résultat (le résultat ce sont les prises de position adoptées en congrès). Ton opposition au platformisme ne doit pas te faire oublier que nous sommes... libertaires !

Nicolas Phébus

LA PRESSE ANARCHISTE AU QUÉBEC (1976-2001), par Marc-André Cyr. Avec une préface de Michel Nestor et une postface de Francis Dupuis-Déri. Édition à compte d'auteurs (et d'amis...), disponible dans les bonnes librairies anars.

Les livres du prof Baillargeon

Depuis la dernière parution de *Ruptures*, Normand Baillargeon a trouvé le moyen de publier non pas un, ni deux mais bien trois nouveaux livres ! C'est vrai qu'on ne publie pas souvent la revue, mais tout de même...

La plume du prof Baillargeon a l'avantage d'être à la fois claire, précise et très pédagogique (ce qui est rare). Son « Petit cours d'autodéfense intellectuelle », publié chez Lux, est des plus populaires en ce moment (en fait c'est officiellement un *best-seller*). L'ouvrage permet à tout un chacun d'acquérir les outils intellectuels nécessaires pour ne pas se faire bernier par le racolage médiatique et l'idéologie libérale qui bave des mass médias depuis toujours. Il s'agit là d'une véritable œuvre de salubrité publique (œuvre qui, dans un monde idéal, devrait revenir à l'école).

Baillargeon récidive avec « Dans la marge, écrits libertaires » un recueil de ses plus récents essais publié aux éditions Trois Pistoles. Ce n'est d'ailleurs pas le seul livre de Normand Baillargeon qui est en fait un recueil de textes préalablement publiés dans la presse alternative. Déjà, « Les chiens ont soif » était du même acabit. C'est bien de donner une seconde vie à des textes qui, malheureusement, ont une trop faible diffusion mais cela peut devenir un peu frustrant pour ceux et celles qui, comme moi, ont déjà tout lu. N'empêche, le succès de ses autres livres permettra peut-être de rejoindre d'autres lecteurs ou lectrices qui n'ont pas accès à la presse alternative. Qui sait?

L'ouvrage le plus intéressant pour le mouvement anarchiste est toutefois « Éducation et liberté », une anthologie de textes importants de la tradition libertaire portant sur l'éducation. On y retrouvera les visions des « pères fondateurs » (Proudhon, Bakounine, Kropotkine, etc.) ainsi que des essais de militants historiques s'étant frotté à la pratique (Faure, Robin, Pelloutier, Ferrer). Durant les années 1990, l'éducation libertaire, entre autre à cause de l'école Bonaventure, avait passionné les militant-e-s français-e-s et de nombreux livres avaient été publiés. Malheureusement, tout cela n'était disponible que pour une poignée de Québécois-es (ceux et celles qui fréquentent assidûment le milieu). Grâce à Normand Baillargeon, les textes historiques dont tout le monde parle (mais que personne n'avait lu) sont maintenant accessibles au plus grand nombre. À la lecture, on se rend compte que nos prédécesseurs n'étaient pas bête du tout... Et que certain-e-s théoricien-ne-s et technocrates contemporain-e-s du Ministère de l'éducation auraient intérêt à les fréquenter plus souvent.

-Camille

500 bonnes raisons de faire la révolution

no. 223

223 morts dues au travail en 2005

En 2005, les accidents de travail ont causé la mort de 105 personnes, tandis que 118 autres sont décédées à la suite de maladies professionnelles. En effet, selon les statistiques de la CSST, 223 travailleuses et travailleurs sont morts au Québec l'an dernier, soit 47 de plus que l'année précédente. Pour combattre ce fléau, le Québec dispose de 300 inspecteurs en santé-sécurité pour couvrir plus de 235 000 lieux de travail. C'est moins que le nombre de policiers affectés à la sécurité routière à Montréal. Une vraie farce!

Dans le monde, c'est 5000 travailleurs et travailleuses qui perdent littéralement leur vie à la gagner chaque jour.

Le capitalisme n'est pas le seul responsable de ce fléau, mais enlevez l'impératif de profit et vous éliminerez une bonne partie du problème. Seule l'autogestion généralisée permettrait d'accorder la priorité à la santé et à la sécurité au travail.

Le travail tue

Photo d'un graf à Sherbrooke, par un camarade de l'Accolade